

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS / N°137 /// DECEMBRE 2013 - JANVIER 2014

ISSN 1240 /// CCPAP 0911 6 89086 ///

LES BEAUX NIAIS ROUGES



DERIVES /// TOUS ENSEMBLE SOUS UN MÊME BONNET : LA BRETAGNE ENCOURAGE LE MARIAGE INTER-CLASSISTE /// TRAVAIL- ENTREPRISES ///
NATAÏS : LA CONDAMNATION DU PATRON CONFIRMÉE ! /// VERS LA SEMAINE DE 7 JOURS /// TRAVAIL FORCÉ DANS LES LANDES /// RETRAITE DES PATRONS
: FAISONS LEUR BOUFFER LEUR CHAPEAU ! /// DÉBAT : PROSTITUTION /// RÉFLEXIONS SUR LES NORMES ET LA MORALE /// PROBLÈME PARTICULIER ET
SITUATION GÉNÉRALE /// PROSTITUTION ET ESCLAVAGE /// SOCIÉTÉ /// L'ILLUSION COMIQUE /// SUR LA QUESTION DE L'IMMIGRATION /// LIRE ///
LA SCIENCE VOILÉE, LA SCIENCE CRUCIFIÉE /// ALBERT CAMUS ET NOUS /// CÉNÉTISTEMENT VÔTRE /// REPÈRES SANS ORIGINES /// L'ANARCHIE,
C'EST L'ORDRE SANS LE POUVOIR ///...

CNT AIT

RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !**REPRODUCTION DES ARTICLES**

LA REPRODUCTION DES ARTICLES DE CE JOURNAL EST LIBRE SOUS RESERVE QU'ELLE SOIT SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°137,
cnt-ait-toulouse.fr

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse :
CDES 7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

**DIFFUSEZ ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS**

Pour recevoir des numéros de diffusion,
prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

http://

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy :
cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé, diffusé par des militants anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

IMP SPE - 4 Décembre 2014

Directeur de la publication : Entremond

NOTRE FEUILLETON «NATAIS »**QUATORZIEME EPISODE****NATAIS : LA CONDAMNATION
DU PATRON CONFIRMEE !**

Et de deux ! Après la condamnation de Michaël Ehmann (le PDG de Nataïs), d'Elise Réthoré (la Directrice des ressources humaines), de son époux Jérôme Réthoré (la Directeur général) et celle de la SAS Nataïs (en tant que telle) par le Tribunal correctionnel d'Auch^{*1}, la confirmation de ce jugement sur le fond par la Cour d'appel d'Agen vient de tomber.

Elles n'ont pas choisi le terrain judiciaire, elles se le sont vu imposer, elles ont trouvé la procédure plutôt longue mais cela n'a nullement découragé, les deux ouvrières poursuivies par « *Le roi du pop-corn* »^{*2}. Elles peuvent savourer leur victoire sur le fond : non, elles n'ont pas diffamé qui que ce soit, non elles n'ont pas tenu de propos raciste, mai, oui, trois fois oui^{*3}, leurs patrons se sont rendus coupables d'abus de procédure, ce qui n'est pas rien.

Rappelons qu'un des motifs de la plainte, qui servit de base à une des nombreuses envolées lyriques de l'avocat des plaignants, était une prétendue injure raciale. D'après les patrons, « *la référence aux camps de concentration de la seconde guerre mondiale n'étant pas fortuite* »... du fait de la nationalité allemande d'Ehmann ! Nous avons dénoncé l'inanité absolue de cet « argument ». La Cour d'appel va plus loin que nous, en dénonçant clairement une manœuvre qui « *n'a été faite d'évidence que pour tenter d'échapper* » aux dispositions législatives encadrant la diffamation. Pour bien enfoncer le clou, la Cour précise que « *les termes contenus dans le message ne peuvent être aucunement constitutifs d'une diffamation publique raciale.* »

Parmi les autres « motifs », il y avait que Ehmann s'était reconnu dans le « *grand Charles* » ce qui aurait constitué une atteinte à son honneur (???) et que le couple Réthoré était persuadé d'être les « *Thénardier* » cités dans un message. Comment, pourquoi, nous serions bien curieux de le savoir ! Quelques autres messages, de la plus grande banalité étaient cités dans la plainte. Le terme de « *dictateur* » employé par un ex-cadre semblait avoir particulièrement déplu.

Tout cela est balayé par la Cour d'Appel qui souligne que ces « *attaques vagues et générales ne dépassent pas le cadre de la liberté d'expression.* », qui ajoute qu'Ehmann et le couple Réthoré « *... ont introduit leur procédure de manière téméraire...* », et que leur pratique « *...a été indiscutablement de nature à occasionner [aux ouvrières poursuivies] tracas et pertes de temps* ». Il en découle un préjudice moral donnant lieu à réparation, cela même si les sommes allouées ont été revues à la baisse (par rapport au premier jugement).

A suivre.

**Prochain épisode : Où l'on re parle de l'auto-déclaration
d'incompétence des prud'hommes du Gers** //

1.- La Dépêche du Midi, 30 mars 2013 : « *Auch. Diffamation : Nataïs, l'accusateur jugé coupable.* » / Anarchosyndicalisme !, n°135, juin-juillet 2013 : « *L'arroseur arrosé* ». 2.- www.pro.orange.fr/s/informer/.../ michael-ehmann-un-allemand-roi-du-pop-corn-dans-le-gers.html 3.- Le patron a bien été débouté trois fois (pour les deux ouvrières et l'ex-cadre).

Tous ensemble sous un même bonnet : la Bretagne encourage le mariage interclassiste

L'arrière plan idéologique de l'actuelle fronde bretonne illustre, par sa confusion, le désarroi qui semble s'être emparé des consciences : excédée, désorientée, une part non négligeable des classes populaires se laisse circonvenir par des manipulations douteuses. Le chômage et la peur de la misère exercent une pression terrible, si bien que, même en Bretagne, on ne sait plus à quel saint se vouer.

Les modèles de société portés par la droite (« le rêve américain », cher au sarkozysme, qui promettait la fortune à celui qui « travaillait dur ») et la gauche (la chimère social-démocrate d'un « capitalisme à visage humain » contrôlé par un Etat protecteur, bienveillant et redistributeur) s'effondrent sous le poids de leurs mensonges, minés par la crise. Sérieusement défigurée par l'épouvantable contre-modèle soviétique, l'idée de Révolution a, elle aussi, du plomb dans l'aile, même si elle continue à hanter à la fois les consciences et les manipulateurs sans scrupules qui n'hésitent pas à utiliser des références révolutionnaires pour des projets qui ne le sont guère.

C'est cette absence, ce vide idéologique, ce manque de projet sociétal qui a permis le retour en force de vieilleseries que l'on espérait définitivement passées à la trappe : régionalisme, fascisme, communautarismes éthiques ou religieux. Les vieilles recettes du capitalisme pour maintenir son règne manquent terriblement de nouveauté, mais on est obligé de constater, hélas, qu'il se trouve toujours des crédules, des désorientés pour leur accorder crédit.

Fascisme, nationalisme et régionalisme, en plaçant au centre de leur credo l'union sacrée des classes sociales contre un ennemi commun (qu'il soit intérieur ou extérieur), ont toujours conduit à une aggravation considérable des conditions de vie des travailleurs.

Dans cette société en crise profonde, en mal de récits imaginaires ou historiques qui puissent transcender une réalité difficile à vivre et qui permettent l'adhésion ou l'identification à un passé commun, l'exhumation de la révolte des « Bonnets Rouges » apparaît comme un très bon coup de communication.

Pour les idéologues du mouvement, il s'agit d'effectuer une récupération

symbolique, de s'accaparer un héritage qui va permettre à un ensemble d'acteurs hétéroclites de se trouver une appartenance commune, une homogénéité fondée, légitime : l'objectif étant de fédérer des intérêts de classes antagonistes derrière l'étendard d'une révolte historique dont on ne retiendra que les dimensions régionales.

Ce serait, dit-on, Thierry Merret l'actuel leader de la FNSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) du Finistère qui aurait eu « l'idée géniale » du bonnet rouge. Pour qui connaît l'implication et les responsabilités énormes qui incombent à la FNSEA (la Fédération nationale de ces mêmes syndicats d'exploitants agricoles) dans les graves problèmes que traversent l'agriculture bretonne et l'agroalimentaire, cette conversion à l'insurrection rouge a de quoi surprendre. La FNSEA a toujours, en accord avec les pouvoirs publics, poussé les agriculteurs vers l'intensif, le productivisme, l'industrialisation, l'endettement et, en fin de compte, la ruine. Beaucoup plus proche d'un lobby patronal que d'un syndicat, la FNSEA a souvent tenu un double discours : collaborationniste avec les pouvoirs publics à tous les niveaux des instances qu'elle contrôle au sein des chambres d'agriculture et des soi-disant « coopératives » qu'elle gère, elle peut le cas échéant (en cas de surproduction ou de mévente) tenir des propos révoltés aux accents pouja-

distes, corporatistes et appeler à des « actions dures ». Tandis que les gros bonnets, les agrimanagers - qui ne se salissent jamais les mains - vaquent à leurs occupations habituelles dans les salons de Paris ou de Bruxelles, on envoie les troupes (composées en général de plus modestes agriculteurs) en première ligne.

La logique libérale défendue par la FNSEA a conduit en dix ans un quart des exploitations agricoles bretonnes à disparaître. Aviculteurs (chaque exploitation élevant des dizaines de milliers de poulets en général dans des conditions lamentables) et producteurs de porcs (ateliers également gigantesques) se trouvent, du fait de la mondialisation, en concurrence avec des groupes

encore plus gros et encore plus « performants » (ceux du Brésil notamment) : les marchés leur échappent et la faillite est en bout de chemin. La production maraîchère, convertie également depuis les années 60 au productivisme outrancier, n'est pas mieux lotie et

se heurte également à une forte concurrence.

Étroitement tributaire des transports routiers pour l'acheminement de sa production massive vers les lieux de transformation (abattoirs), de conditionnement (usines diverses) ou d'expédition (les ports), l'agriculture industrielle se trouve donc tout naturellement alliée aux camionneurs.

La fameuse « écotaxe » qui « pénalise » les transporteurs va servir à la fois de trait d'union entre ces deux secteurs en crise et de catalyseur à la fronde. La faillite de l'agroalimentaire breton entraîne par un effet domino toute l'économie régionale dans une crise dont l'issue semble lointaine.

En bout de chaîne, ce sont les ouvriers, transformateurs de produits agricoles, qui trinquent le plus sévère-



ment. Pour eux la menace n'est pas à conjuguer au futur : la lettre de licenciement est là, sur la table.

On sait assez peu que la Bretagne comprend un taux élevé d'ouvriers dans sa population active (22 % contre moins de 15 % pour les autres régions), avec un taux de chômage qui se situait jusqu'à présent autour de 8 %. C'est sans doute la rapidité et la brutalité avec laquelle les licenciements se sont abattus sur la région, plutôt protégée jusqu'alors, qui peut expliquer en partie que la volonté de sauver l'emploi à tout prix, ait pu conduire un certain nombre d'exploités à faire front commun avec leurs exploités.

Les « Bonnets Rouges » de 1675 semblent, pour autant qu'on puisse le savoir, avoir eu une conscience plus aigüe de leurs intérêts^{*1}. Il s'agit d'une insurrection populaire paysanne à laquelle des artisans prêtent main forte. C'est une jacquerie en bonne et due forme, avec incendies et pillages de châteaux. La fronde va durer cinq mois et on verra même apparaître une très éphémère république égalitaire baptisée la « liberté armoricaine ». À partir de septembre l'armée exerce une répression féroce sur le mouvement : pendaison des meneurs par centaines, condamnations très nombreuses aux galères et, enfin, début d'une longue et punitive occupation de la région. La troupe loge et se nourrit chez l'habitant, toutes les exactions semblent avoir été permises. 114 ans avant la grande Révolution le pouvoir avait été ébranlé, puis rétabli dans le sang.

Le bonnet rouge était à l'époque le couvre-chef habituel des hommes de centre-Bretagne et est donc devenu le symbole de leur insurrection. La couleur rouge est associée depuis longtemps à l'émeute et à la colère populaire (du moins avant que les adorateurs de Lénine et Staline ne se l'accaparent) et le fait que les actuels bonnets soient rouges n'est évidemment pas un hasard : la référence historique s'étend au-delà de la seule révolte de 1675 dans un but évidemment racoleur^{*2}. Si les idéologues du mouvement actuel avaient choisi de se référer à la chouannerie, l'enthousiasme et l'adhésion eussent sans doute été moindres.

Matériellement parlant, c'est l'entreprise Armor-Lux - bien connue pour ses pulls et ses bonnets marins - qui a fourni gracieusement les premiers couvre-chefs à la FDSEA et aux

camionneurs lors de la première manifestation à Pont-de-Buis, puis quelques milliers auraient été vendus à prix coûtant (4 euros) lors de la manifestation de Quimper. Depuis les ventes auraient grimpé jusqu'à 60 000 (au prix de 12 euros). On le voit, pendant « l'insurrection », les affaires continuent. Pour la petite histoire il faut savoir que Armor-Lux fabriquait les uniformes de la police nationale jusqu'à une date récente, vaste marché juteux qui lui a échappé au profit d'un concurrent... à quoi tiennent les engagements politiques !

30 000 personnes d'après les organisateurs (moitié moins selon la police) se sont donc retrouvées à Quimper le samedi 2 novembre^{*3}. Dans la foule, au-dessus de laquelle flotte une marée de drapeaux bretons, on pouvait relever, pêle-mêle, la présence du MEDEF (le lobby patronal) de Bretagne, des leaders et des troupes de la FNSEA, des patrons de la grande distribution, des entrepreneurs et d'un certain nombre de salariés du transport routier, des employés licenciés du GAD et de Tilly Sabco avec leur patron Sauvaget, de Marc Hébert leader F.O du Finistère. Également présents des élus UMP^{*4} et l'ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle, Philippe Poutou.

Au milieu de tout ce monde l'UDB (Union démocratique bretonne) classée « gauche autonomiste » côtoyait le mouvement Jeune Bretagne (proche du Bloc identitaire) et le Parti du Peuple Breton (autre groupuscule séparatiste et d'extrême droite).

Ce même jour à Carhaix à 70 km de là, la Confédération Paysanne, la CGT, SUD et la FSU appelaient à un autre rassemblement, sans doute désireux de ne pas cautionner par leur présence le confusionnisme ambiant : on a beau être réformiste, cogestionnaire et responsable de l'effondrement de la combativité des travailleurs, on essaye quand même de sauver son image.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, seulement 2 000 personnes à Carhaix. La « tendance lourde » est au confusionnisme et chez les manifestants

ouvriers de Quimper, l'identité régionale supplante l'identité de classe. L'appellation du collectif qui était à l'origine de la manifestation de Quimper, « *Vivre, décider et travailler au pays* » annonce assez clairement le programme : l'union des décideurs et des travailleurs sous le drapeau breton.

La confusion atteint des sommets le 4 novembre à Morlaix : le fameux patron (Sauvaget) de Tilly Sabco (abattoirs de poulets) envahit la sous-pré-



fecture à la tête de 200 manifestants, appuyés par quelques aviculteurs désormais sans débouchés. Le patron réclame des aides de Bruxelles pour faire éventuellement repartir l'entreprise. Assez largement médiatisée, cet épisode plutôt rare, dans

les annales des conflits sociaux, permet au patronat de se présenter comme la victime d'une politique étatique injuste, au même titre que les ouvriers. Voilà patrons et ouvriers égaux devant la crise, menant un même combat ! Cette mise en scène permet d'annihiler les « réflexes de classe » des exploités en désignant l'Etat, pourtant depuis toujours allié naturel et défenseur des exploités, comme seul et unique responsable.

Les affrontements violents survenus au sein du groupe GAD entre les salariés licenciés du site de Lampaul-Guimiliau et ceux du site de Josselin - qui, eux, ont gardé leur emploi - révèlent combien les valeurs de solidarité et d'identité de classe ont été mises à mal par la crise.

Comment en est-on arrivé à cette perte de « conscience de classe » chez ces travailleurs qui pensent avoir des intérêts communs avec leur patron ?

Depuis trente ans et plus les conditions du travail se dégradent, les syndicats reculent à chaque négociation et n'apparaissent plus à personne comme susceptibles de remporter quelque victoire que ce soit. La gauche de gouvernement et ses alliés fidèles appliquent, en gestionnaires honnêtes des intérêts de la bourgeoisie, la même politique d'austérité que la droite. Un véritable déluge de « plan sociaux » (plus de 1 000 en un an) s'abat sur les travailleurs.

Rien ne semble pouvoir arrêter l'offensive étatique et patronale. Cette ambiance de « débâcle ouvrière » ne favorise pas l'organisation d'une résistance au niveau national ou international, mais renforce au contraire le sentiment d'isolement autorisant l'émergence de l'illusion des « solutions » locales, régionales.

Le retour de l'affirmation des identités régionales, aux aspirations nécessairement floues et contradictoires, n'affecte pas durablement les pouvoirs en place qui préféreront toujours affronter une colère régionaliste, même affublée d'un bonnet rouge, qu'un véritable mouvement social révolutionnaire.

1.- La référence faite par le mouvement actuel aux « Bonnets rouges » historiques est totalement abusive et malhonnête. S'il y a bien eu une révolte essentiellement urbaine contre une taxe (dite du « papier timbré », un impôt qui touchait essentiellement les bourgeois) dans la même période, le soulèvement historique des « Bonnets rouges », a été quant à lui celui du petit peuple breton contre ses exploiters bretons et point du tout un mouvement régionaliste. 2.- Les communistes (même si l'existence d'un « bastion rouge » en Centre-Bretagne est peu connue) se sont eux-aussi, avant-guerre puis surtout en 1944, revendiqués de l'héritage des « Bonnets rouges », notamment au sein des maquis tenus par les Francs-Tireurs et Partisans. Cette revendication est ensuite tombée en désuétude. 3.- Il y a 2 millions et demi d'habitants en Bretagne. 4.- De fait, il y a fort peu d'élus UMP en Bretagne. Le PS et ses alliés disposent de 22 sièges sur 27 dans les 4 départements, 12 sièges sur 14 chez les sénateurs, 63 sur 83 au conseil régional. En 40 ans la région a basculé de la démocratie-chrétienne au PS.

Vers la semaine de 7 jours ?

Il y a déjà quelques années, le gouvernement Sarkozy avait préparé le terrain avec sa loi sur les heures supplémentaires. « Travailler plus pour gagner plus » était le mot d'ordre. Derrière une apparente bienveillance envers les travailleurs (auxquels on faisait miroiter des fins de mois opulentes grâce à la possibilité de travailler plus), on a bien vu que la réalité était toute autre. Ces heures supplémentaires étaient exonérées de charges sociales et donc bénéficiaient en premier lieu aux patrons, qui de surcroît, avec cette loi faite sur mesure pour eux, pouvaient faire pression légalement sur le salarié pour qu'il travaille plus (afin que les dits patrons gagnent plus). La liberté du salarié s'est révélée être une vaste fumisterie, tout comme le « temps partiel choisi », le plus souvent imposé aux salariés (en particulier aux femmes dans la grande distribution).

Fumisterie aussi que la rhétorique qui tente de convaincre le populo que le travail du dimanche généralisé se fera sur la base du volontariat. Qui est assez crédule pour croire que les patrons nous laisseront le choix ? Il est évident que si le salarié refuse de se rendre au travail un dimanche, le patron fera son classique chantage : « Si tu veux pas bosser le dimanche, il y a plein de monde qui attend pour prendre ta place ». Le lobby patronal (qui fait semblant d'oublier qu'il y a déjà 8 millions de personnes qui travaillent en France le dimanche) met en avant des « arguments » sarkozistes pour justifier ses pressions pour que le travail dominical soit dérégulé et généralisé. Ainsi, le salarié qui « choisit » de travailler le dimanche serait quelqu'un qui veut « sortir du lot », améliorer sa condition (sic). Alors que c'est quelqu'un qui a le couteau sous la gorge et ne peut faire autrement !

Certaines enseignes, comme le « Select Club Tangara » (Paris 17^e) se permettent déjà d'imposer (dans le contrat de travail) à leurs vendeuses de travailler tous les dimanches de 10 à 18 heures. En toute illégalité, et au Smic. Il est vrai qu'elles ont comme client des Michèle Alliot-Marie (ex ministre déléguée), Patrick Ollier (vice président de l'UMP), Kader Arif (actuel ministre délégué aux anciens combattants) ou Faouzi Lamdaoui (au service d'un certain François Hollande). Une telle clientèle, ça vaut toutes les dérogations... mais cet exemple montre ce qui attend les salariés s'ils se laissent faire !

TRAVAIL FORCE DANS LES LANDES

Nous avons déjà fait état du harcèlement exercé par un maire à l'encontre d'habitants pauvres de sa commune landaise. Dans cette affaire de pot de fer contre pot de terre, un des habitants récalcitrants a écopé, sous forme d'un TIG, d'un travail forcé sans salaire dans une commune située à 20 km environ de son domicile. Ironie du sort, il avait déposé, sans succès, auprès de cette même commune une candidature spontanée pour un emploi salarié... et il se trouve maintenant à y travailler gratis (sans cotisations maladie, chômage ou retraite)... alors que cette commune affiche sa vénération pour les « Droits de l'Homme ».

Par ailleurs, les sites de pôle emploi et de la CAF ont rejeté l'enregistrement des premières 32 heures de travail forcé, parce que la programmation de leur système informatique ne prévoit pas (et c'est encore heureux) qu'il soit possible que 32 heures puissent être accomplies contre zéro euros de salaire. Finalement, elles ont quand même pu être prises en compte sur le système informatique, en rusant. Ces 32 heures, à raison de 8 heures par jour, ajoutées aux 48 heures restantes sous 6 jours, représentent environ un coût employeur offert de 1 313 euros. Et une exception aux 35 heures « habituelles » par semaine, puisque la semaine sera de 48 heures.

Bien que le juge n'ait pas ordonné de saisie sur RSA (Revenu Salement Affligeant), les déplacements provoqueront une charge de 153 euros à déduire de ce revenu nettement sous le seuil de pauvreté. Pour éluder ces frais, le conseiller du juge n'écartait pas l'idée de 2 heures de vélo aller et retour, sur un relief extrêmement vallonné, et dans les conditions climatiques rigoureuses actuelles, en plus des 8 heures quotidiennes de travail. Dans toute cette affaire, nous considérons qu'il y a atteinte à la dignité humaine (d'autant plus que l' élu fautif n'est nullement inquiété) et mise en danger de la vie d'autrui par asphyxie financière pouvant provoquer des préjudices indirects.

Notons pour finir que 5 des 6 demandes faites par les habitants persécutés, concernant leur droit d'accès aux documents administratifs ont été exécutées suite à l'intervention de la CADA. Contre l'avis de cette dernière, le maire déloyal, en refusant pour la 2^e fois une lettre recommandée d'un habitant, continue à faire obstruction illicite à la 6^e demande (qui concerne l'accès à la comptabilité publique depuis 2007 jusqu'à ce jour). Toutes ces raisons nous conduisent à ré-enclencher l'action sur ces sujets. Toute aide militante est la bienvenue.

REFLEXIONS SUR LES NORMES ET LA MORALE

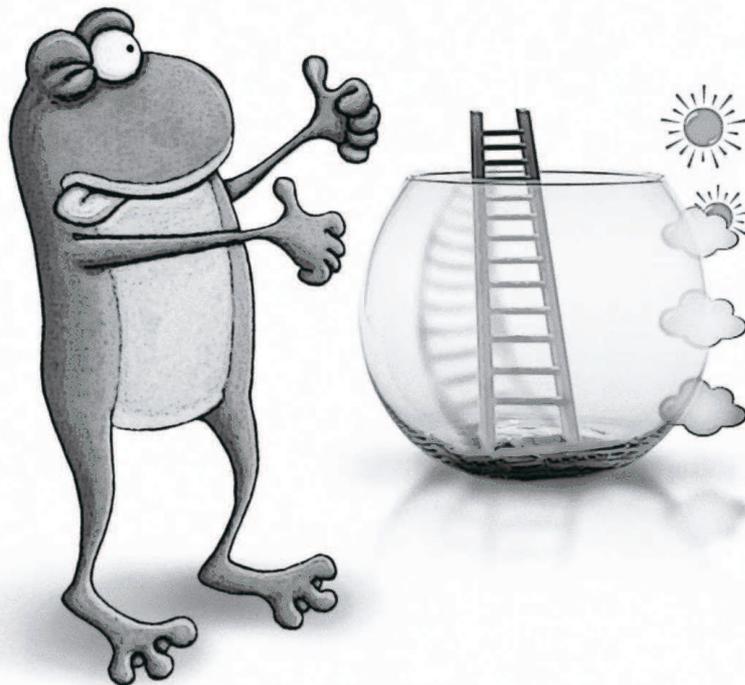
Les nouveaux concepts engendrés par la société contemporaine nous en apprennent bien plus sur l'évolution de cette dernière que le caractère limité de certains d'entre eux ne le laisserait entendre. Le « *sentiment d'insécurité* », le « *risque zéro* », la « *tolérance* » tout aussi nulle que le risque, le « *principe de précaution* », l'« *intégration* »... et maintenant le « *glamour* » ont ceci de commun qu'ils tendent de plus en plus à nier la réalité et la singularité individuelle au profit de stéréotypes. Du coup, la tension sociétale s'organise autour de seuils inaccessibles et de prototypes platoniques qui n'ont aucune valeur objective et contredisent la diversité extrême du vivant.

CE QUE « LA TEMPERATURE RESSENTIE » VEUT DIRE

Pour illustrer cette tendance lourde, je vais m'appuyer sur un exemple d'évolution relativement anodin, tiré de la météo^{*1}. Pendant des siècles, l'humanité s'est ingéninée à inventer des instruments météorologiques fiables et à les rendre de plus en plus précis (thermomètres, hygromètres, anémomètres...) afin d'obtenir des éléments objectifs d'appréciation et d'échapper à l'arbitraire des sensations. Or, aujourd'hui, on observe, dans l'information météorologique qui nous est délivrée, un retour à la sensation avec un nouveau concept, celui de « *température ressentie* ». Mais ressentie par qui ? Il semblerait qu'il nous faille accepter qu'en la matière tout le monde ait le même ressenti, ce qui, d'évidence, est absolument faux. Le concept de « *température ressentie* » repose sur l'invention d'un « *modèle-type* » d'humain qui nie l'infinie diversité qui rend tout individu singulier et qui fait que certains sont frileux alors que d'autres ont tout le temps chaud.

Au mieux, on peut supposer que cette notion de « *température ressentie* » a été forgée à partir d'études statistiques populationnelles sur la répartition des sensations thermiques en utilisant une échelle froid/chaud, en fonction de différentes variables météorologiques (température, humidité, vent...), puis, que de fil en aiguille, le modèle de répartition modale majoritaire a été retenu comme norme de « *température ressentie* » pour toute la

population. Si un tel triomphe de la subjectivité - au détriment de l'objectivité - peut exister sans que le problème soit même subodoré par la grande majorité de la population, c'est parce que le contexte idéologique l'a rendu possible.



Quelque part, il a été acté que tout ce qui sortirait de la norme était désormais exclu.

Cette situation dans laquelle chacun est assimilé à un modèle qui lui indique ce qu'il va ressentir constitue un retour en arrière, une régression, que l'on observe encore plus largement dans l'actualité générale. Cette régression est à dénoncer non seulement parce qu'elle est une insulte à l'intelligence mais

aussi en ceci qu'elle constitue une des plus grandes menaces pour la liberté.

COMMENT SE MESURE L'INTEGRATION ?

Si, s'agissant de la « *température ressentie* » on peut au moins imaginer les références prises en compte et comment elles sont (mal) utilisées, avec le concept d'« *intégration* » nous passons de la mal-mesure^{*2} à la géométrie variable, pour ne pas dire au n'importe quoi le plus absolu. Comment s'intégrer à un monde qui change ? Qu'est-ce qui est mesuré dans l'intégration et comment ? Existe-t-il des écarts admissibles, ou bien est-ce la loi du tout ou rien ? De quel niveau d'intégration parle-t-on ? Et dans quoi s'agit-il de s'intégrer ?

S'intégrer dans la haute bourgeoisie parisienne, par exemple, se fait sur l'acquisition de codes bien différents de ceux nécessaires pour se fondre dans le monde rural bourguignon. Et s'intégrer dans la classe politique requiert des dispositions particulières (comme une forte aptitude au men-

songe éhonté) inutiles dans d'autres milieux. Ce concept d'« *intégration* » est largement utilisé par le Pouvoir pour justifier l'exclusion de certaines populations. Comme il ne repose que sur du ressenti, il n'y a pas une définition mais des réponses variables et parfois carrément contradictoires.

Ainsi, pour les Roms, il semblerait que la référence soit la sédentarité, comme si la fixité de l'habitat était la

norme obligatoire (car majoritaire). Mais ce qui est vrai pour les Roms ne l'est pas pour d'autres : le cadre référentiel peut changer du tout au tout. Ainsi, la « Jet Set », cette bande de nantis, passe son temps en itinérances touristiques et de loisir, allant de la sauterie dans un pays à la réception dans un autre. Pas vraiment des sédentaires donc.

Rappelons également l'envolée de Florence Parisot, alors patronne du MEDEF, qui, telle un nouvel Héraclite proclamait haut et fort « *La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?* »³. Mais, si le travail est soumis à la loi de la modification permanente, pourquoi le logement ne le serait-il pas, et d'où sort cette obligation de sédentarité ? D'ailleurs quand les patrons expliquent aux ouvriers que, pour ne pas être exclus du marché de l'emploi, ils doivent être de plus en plus mobiles et déménager fissa quand l'entreprise le leur demande, ils ne font que l'éloge de ce nomadisme qui est tant reproché aux Roms.

En fonction de ce qui arrange le Pouvoir (politique et économique), on voit que la norme est tantôt la fixité tantôt la mobilité. Tant d'arbitraire n'exclut pas une grande cohérence, une cohérence dont la nature idéologique se trouve dans l'appétit de domination. Pour le Pouvoir il s'agit avant tout de régenter au maximum le comportement des ses administrés pour les assujettir. L'important, pour le Pouvoir, c'est la normalisation des supposés « citoyens » et, au final, il importe peu que les normes imposées soient absurdes fausses et contradictoires, tant que ceux qui le font remarquer ne sont qu'une petite minorité. Finalement, il en est de l'intégration comme de la « température ressentie » ce concept n'a d'autre signification que de nier l'extrême diversité des sentiments et des comportements et par là d'anéantir l'expression de toute individualité.

LE GLAMOUR, COMBIEN DE PÉNÉTRATIONS ?

Plus démesuré encore dans cette volonté de normalisation, voilà qu'apparaît dans le débat législatif, un autre concept, celui de « *glamour* », et avec lui une nouvelle mesure, « *le nombre de pénétrations* ». La presse a largement diffusé une petite phrase de la députée Maud OLIVIER : « *Comment trouver glamour les*

10 à 15 pénétrations par jour subies par les prostituées contraintes pour des raisons évidemment économiques avec des conséquences dramatiques sur leur santé ? »⁴.

Nous voici face à une affirmation selon laquelle la « dose » de 10 à 15 pénétrations quotidiennes serait incompatible avec la santé. De la même façon que l'éducation religieuse prétextait que l'onanisme rendait sourd, nous apprenons de la bouche d'une députée que les pénétrations répétées rendraient malade.

Ce serait comique si nous n'étions dans un débat législatif qui porte sur une loi pénale, domaine dans lequel il est essentiel de savoir de quoi on parle. Or, le premier argument que nous jette à la figure la députée à l'origine du projet de loi est celui du « *glamour* ». Ça se mesure comment, le glamour ? C'est combien de pénétrations par acte sexuel, le glamour ?⁵. Question suivante : à combien de rapports a-t-on droit sans qu'on nous reproche de nous rendre malades ? Enfin, soulignons avec force que, si comme l'affirme Maud Olivier, ce sont des contraintes économiques qui obligent les prostituées à se rendre malades, il faudrait commencer par s'attaquer aux contraintes économiques en question ! Trop dur à comprendre pour une députée de « gauche », peut-être ?

Au lieu d'une véritable réflexion (que le sujet mérite), nous nageons dans le flou, dans le « ressenti » de madame Olivier. Dans la lignée du mouvement anti-prostitution du Nid (d'obédience catholique) qui appelle à une « *sexualité respectueuse* » (c'est quoi, ça ?), elle s'autorise à imposer un

concept tout à fait arbitraire pour ouvrir la voie à une responsabilité civile et pénale. En utilisant la tribune de l'Assemblée pour imposer son sentiment en matière de comportement sexuel, elle s'est attaquée à l'intimité de tous. Pas très « *glamour* » ça, non ?

Dans la sexualité, comme dans les autres sphères de la vie privée, les différences individuelles, physiologiques et émotionnelles sont telles qu'elles rendent chaque individu singulier. Chaque vie privée est par conséquent singulière. Toute loi qui, tirant sa source d'un modèle arbitraire (et non d'une nuisance à autrui) vise à briser cette singularité, à « normaliser » la vie privée, en imposant des règles ou des normes de comportement, est une loi liberticide.

1.- A tout prendre, cet exemple n'est pas si déconnecté de l'appétit de domination. La maîtrise du temps appartient à ce domaine. L'adage populaire ne dit-il pas que certains font « *la pluie et le beau temps* » ? 2.- Voir sur ces questions de mal-mesure « *La mal-mesure de l'homme* » de Stephan Jay Gould (actuellement réédité) avec de pertinentes réflexions sur le quotient intellectuel, outil de mal-mesure de l'intelligence humaine. 3.- Déclaration de la patronne des patrons en date du 02/01/2010. Du pur Héraclite : « *Les choses n'ont pas de consistance, et tout se meut sans cesse : nulle chose ne demeure ce qu'elle est, tout devient son contraire* » 4.- Débat sur la prostitution, le 28/11/2013. 5.- Pour les député(e)s qui manifestent l'ignorance, rappelons qu'il peut y avoir plusieurs pénétrations au cours d'un seul acte avec un(e) seul(e) partenaire.



TOULOUSE - MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PROSTITUÉES

PROBLEME PARTICULIER & SITUATION GENERALE

J'ai lu le texte « *Prostitution, mariage, travail* » dans « *Anarchosyndicalisme !* » n°132. Cet article pose quelques questions de fond suivant la logique « *un problème particulier n'est souvent que l'expression d'une situation générale* ».

La prostitution sexuelle est le fait de vendre son corps contre de l'argent ou autres gratifications. Le corps et le sexuel sont alors des marchandises dont l'échange se fait selon la règle de l'offre et de la demande ; selon le principe libéral du marché et de la contractualisation entre individus libres et consentants. Le capitalisme applique constamment cette logique : notre corps, est une force de travail qui se vend comme une marchandise en fonction d'un contrat (saliariat). Celui qui vend son travail reçoit un salaire et le capitaliste tire de lui une plus-value. Cela explique, que certains disent que le salariat est une des formes de la prostitution. Face à cette exploitation il y eu et il y a plusieurs positions. Certains salariés trouvent normal ce rapport et se rangent sous la bannière de leur employeur. Ils sont contre l'action syndicale, sont anti-grévistes et se contentent – et parfois soutiennent - des positions patronales. De l'autre côté, certains salariés contestent cette condition. Certains entendent la négocier au mieux, d'autres – pas assez nombreux à mon gré - entendent l'abolir. Telle est l'histoire du salariat.

En parallèle, il y a lieu de faire un distinguo entre ceux qui légitiment ce fait de prostitution et ceux qui, bien que contraints à cela, se battent contre. Dans ce cas, le rejet de l'exploitation et de l'oppression n'est pas le refus du constat d'une réalité éminemment complexe mais la volonté de la transformer en tenant compte justement de ses différents aspects, dont la logique du capitalisme qui est celle de l'expansion de la marchandise. Ceci implique la conquête des marchés supranationaux (mondialisation) mais aussi la création de nouveaux marchés. C'est ainsi que l'espace domestique s'est trouvé progressivement envahi par le capitalisme : travail à domicile, bien d'équipements ménagers plus ou moins utiles (et même parfois futiles), consommation marchande*1... Depuis quelques temps nos organes, cellules, ADN et tout ce

qui touche la reproduction humaine sont aussi des marchandises*2. C'est que, pour le capitalisme les détenteurs de capitaux doivent pouvoir, tout acheter et tout vendre pour faire de l'argent.

La conséquence de l'extension de la marchandisation, ce sont des conditions de vie lamentables qui forment l'ordinaire d'une fraction variable de la population. Certains, sans renoncer à changer le fond, essaient d'améliorer cet ordinaire. D'autre veulent sauvegarder le fond en se contentant d'apporter quelques retouches à l'ordinaire (au moins pour la façade). Ce sont ces derniers qui promeuvent la loi pénalisant les clients de la prostitution, en évitant soigneusement d'attaquer la prostitution générale (c'est-à-dire le capitalisme). Ces gens « de gauche » nous refont le vieux truc du retournement de la responsabilité selon lequel ce ne sont pas les trusts, les patrons, les industriels, les capitalistes, les idéologues du système qui sont les responsables. Non ce seraient : le chômeur (fainéant, profiteur, assisté et mal qualifié), l'acheteur (qui veut de la nourriture pas chère et qui réclame des colorants et des agents de saveur), le malade (trop anxieux, qui se gave de pilules), le salarié (trop coûteux et revendicatif); le vieux (qui dure trop d'années sur le dos des futures générations), etc. C'est la bonne méthode révisionniste qui consiste à travestir la victime en bourreau.

Alors retournons l'argument. Les prostituées de luxe ou celles qui défendent le droit de faire fortune avec du sexe ; les clients qui considèrent que la sexualité c'est l'autre dont on peut se servir comme d'un paillason, les cadres et autres bien argentés qui, trop stressés à la sortie du travail comme au Japon; vont se défouler et récupérer un peu d'endorphines... Je n'ai pour cette engeance que nausée. J'ai plus de compassion et de compréhension pour ceux que la misère, la maltraitance, ou tout simplement la nécessité de gagner leur vie conduisent à se prostituer. Beaucoup n'en font pas l'apologie. Il

suffit de les écouter ou de les observer pour comprendre le malaise, la souffrance, qui envahit souvent leurs existences.

La prostitution doit être aussi analysée dans ses rapports de classe. Se pose ici la question de la revendication d'un statut spécifique de travailleur et travailleuses du sexe. Est-ce une solution ? En tout cas, il faut la replacer et la réfléchir dans le cadre de l'extension de la marchandisation soulignée plus haut. Y aura-t-il demain des travailleurs de la reproduction qui vendront ce qui ne sera même plus un enfant mais un produit ; des travailleurs du bien-être qui tarifieront un sourire, une gentillesse ; des travailleurs de la réparation corporelle qui marchanderont leurs organes ; des travailleurs du festif qui céderont contre espèces sonnantes et trébuchantes des miettes de bonheur préfabriqué ; peut-être même des travailleurs de la contestation qui monnayeront leurs manifestations ? Remarquons que nous n'en sommes parfois pas très loin... Et que deviendra la sexualité considérée comme un secteur de l'économie, régie par les mêmes règles commerciales que l'épicerie ? Il y aura le travailleur indépendant, l'artisan, la PME, la multinationale... Les prostitués (hommes ou femmes) seront éventuellement rebaptisés acteurs de terrain ou agents de service. Peut-être même des formations qualifiantes seront-elles créées et des diplômes exigés, sans compter l'arrivée des syndicats de toute obédience et le lobbying patronal, avec toutes les contradictions d'usage. Les petites entreprises demanderont des mesures de protections face aux multinationales. La gauche demandera soit de taxer les bénéfiques pour permettre l'accès de tous au service hygiène sexuelle soit la nationalisation des entreprises privées pour établir un vrai service public de la sexualité. L'extrême droite vitupérera contre l'usage massif d'étrangers et exigera la préférence nationale pour « nos » prostituées. L'extrême-gauche se battra pour la libre circulation des travailleurs du sexe. Les libéraux prouveront que la concurrence faite par la sexualité libre et gratuite constituera une atteinte grave au commerce de la sexualité et exigeront la prohibition de

la gratuité ou du moins sa taxation. Les technocrates et politiciens, dans la foulée, créeront des dispositifs pour empêcher la sexualité libre. Pour des raisons de santé, d'hygiène, de contrôle, ou dans l'intérêt de la nation il faudra se rendre dans les centres habilités selon le « décret du ... ». Les salariés lutteront contre les cadences infernales qui leur seront imposées. Les usagers critiqueront la sexualité à deux vitesses (une pour les riches, l'autre pour les pauvres).

Je ne sais pas si ce scénario se réalisera, mais, en attendant, je refuse le capitalisme et l'extension de la marchandise. Je refuse que la sexualité devienne exclusivement une marchandise et le sexe une force de travail. Je refuse que tout sourire; rapport sexuel; amitié, gentillesse, que la vie privée et intime deviennent systématiquement des choses à argent. Pour autant il est évident que la pénalisation du client non seulement ne résoudra rien mais qu'elle conduira à des pratiques encore plus clandestines avec toutes leurs conséquences négatives pour les prostituées (hygiène, sécurité, renforcement du proxénétisme, etc.) et qu'elle se traduira par une augmentation du contrôle policier sur la vie de chacun. De plus les rapports marchands étant inhérents au capitalisme, toute tentative en son sein d'endiguer ou supprimer la marchandise est une illusion. Pour supprimer les inhumanités, il faut détruire le capitalisme et non l'accommoder. Ceci nous amène à constater que, dans la mouvance anticapitaliste, on trouve des positions pour le moins paradoxales. Au nom de la lutte anti-patriarcale, du féminisme, de la pureté anticapitalistes ou autres convictions, certains, y compris des libertaires, sont abolitionnistes et soutiennent sans réserve la pénalisation du client. D'où des positions surprenantes, non dénuées d'arrière-pensées tacticiennes ou électoralistes. Ceux qui, bien que contre la prostitution, s'opposent à la pénalisation ou même simplement agrément quelques revendications minimales de certaines et certains prostitués, se trouvent qualifiés par les abolitionnistes d'agents du capitalisme, de sexistes, etc. Les mêmes (ou du moins certains d'entre eux) ne sont plus aussi puristes quand, dans les syndicats de collaboration de classe dans

lesquels ils militent, ils défendent (sans succès d'ailleurs) des revendications salariales minimales ; ce qui, bien qu'ils le prétendent, ne consiste pas à abolir l'exploitation mais à négocier le taux de cette exploitation. De plus, ces mêmes militants qui se prétendent anti-étatistes et qui souvent vouent aux gémonies l'Etat comme mal absolu lui demandent maintenant, ni plus ni moins que de faire une loi répressive de plus pour rétablir la morale. En légitimant ainsi l'Etat, ils acceptent sa fonction idéologique, son contrôle et son emprise de la sphère privée ; mais surtout, ils demandent en quelque sorte au vice de se faire vertu (puisque le dit Etat est le garant de cette société basée sur l'exploitation et la domination). Tant qu'ils y sont ils pourraient demandés aux dictateurs d'être démocrates ; aux patrons d'être nanti-capitalistes. Remarquons d'ailleurs que ces mêmes donneurs de

leçons manifestent en Bretagne avec les dits patrons. Dur dur pour ces d'abolitionnistes de la prostitution sexuelle de pousser la logique de la lutte de classe, jusqu'à dénoncer la prostitution générale. Je suis donc convaincu que la prostitution sous toutes ses formes ne peut trouver de solution dans ce système.

Jean Picard Caen le 18-11-2013 //

- _1.- Voir l'article « Sociologie pour le combat » Anarchosyndicalisme !, n°127
- _2.- Cahiers de l'Anarchosyndicalisme !, n° 7, disponible sur le site Avant-centre
- _3.- Le groupe « Alternative Libertaire » est un des premiers promoteurs du projet de pénalisation.

NB : Cette question de la prostitution a été débattue dans notre union locale de Caen. Cela fut fertile et permit d'approfondir la réflexion. Si le calendrier le permet nous essaierons de faire un texte à partir de ce débat.

Prostitution & esclavage

Elle est comme ça, notre royale Ségolène. Toujours sûre d'elle. 100 % pour la pénalisation des clients des prostituées. Son seul argument (sur France Inter du 1er décembre 2013) : la prostitution c'est de l'esclavage. A l'appui de son affirmation, un chiffre : 90 % des prostituées seraient victimes des réseaux de proxénètes. D'où sort ce chiffre ? Mystère et boule de gomme. On le trouve répété dans toutes les bouches prohibitionnistes, mais, malgré des recherches, impossible (pour moi) d'en trouver l'origine. En tout cas, s'il a peut-être été vrai dans un temps éloigné, rien ne dit qu'il corresponde à la réalité. Un chiffre infondé, même répété en boucle, n'en devient pas pour autant une vérité !

Mais revenons à l'esclavage. L'esclavage est totalement inadmissible, j'en suis parfaitement d'accord. Mais, l'assimilation de la prostitution à de l'esclavage (pour celles et ceux qui ne sont pas sous la coupe de maquereaux) est pour le moins une grosse exagération. Par contre, puisque c'est d'esclavage que les prohibitionnistes causent, je connais des cas beaucoup plus indiscutables : les vêtements de marque, si appréciés par les dames de charité socialiste et autres petites bourgeoises, les accessoires dont elles raffolent ou les cadeaux qu'elles préparent à leur progéniture choyée (Noël est pour bientôt) sont, pour l'essentiel, fabriqués dans des pays du tiers monde le plus souvent dans des conditions d'esclavage véritable. Il n'est pas rare que, dans ces pays, les ouvrières et ouvriers soient obligés de rester sur place la nuit, à l'usine, entassés les uns sur les autres. Ils risquent tous les jours leur santé et leur vie (quand l'immeuble ne s'effondre pas, c'est une machine qui happe régulièrement un bras, parfois une tête). Ils travaillent des 15 heures ou plus par jour, dans des conditions éprouvantes et sont payés des prunes. Il n'est pas rare qu'ils (et elles) soient frappés par les contremaîtres ou les vigiles. Sans parler du travail imposé aux tous petits enfants (dès 4 ou 5 ans), souvent très dangereux au milieu des machines. Et on connaît même des cas où les enfants sont enchaînés (pour éviter les évasions de l'usine).

Alors, ma question publique à Ségolène : puisque tu es contre l'esclavage, à quand la pénalisation des acheteuses et acheteurs de ces marques ? A quand la fermeture des entreprises françaises et européennes qui se gavent sur le dos des esclaves ?

En l'absence de réponse, chacun comprendra que l'argument abolitionniste de l'esclavage est parfaitement creux. //

L'ILLUSION COMIQUE

OU COMMENT DONNER MAUVAISE CONSCIENCE A SON PROCHAIN

Acte I – « Monsieur est trop Abon »

C'est rodé comme une pièce de théâtre. Tout commence par les trois coups... de sonnerie. Un numéro inconnu s'affiche sur mon mobile, encore du forcing à la consommation me dis-je, d'habitude je laisse, ils se fatiguent vite, là je veux savoir ce que c'est, vu que ça insiste et que ça m'intrigue...

Une certaine Nancy d'une certaine ONG bien connue (à laquelle, après avoir eu la « faiblesse » de souscrire pendant quelques années, j'ai estimé depuis peu préférable de faire des dons ponctuels quand le cœur m'en dit) m'aborde chaleureusement avec un discours misérabiliste bien ficelé. Toute l'astuce est là, au niveau de ce soi-disant « cœur », corde sensible sur laquelle aiment à jouer nos nobles associations humanitaires, aussi multiples que variés, et qui pululent en ce pays supposé riche insouciant suralimenté égoïste. La ritournelle continue.

La voix mielleuse de Nancy cherche à négocier avec renfort de courbettes et surtout parce que là - à cause du typhon, de la crise et tout ça - ce serait mieux de faire un geste régulier quand même, vu le contexte catastrophique actuel et tout et tout...

Ça ne me tire pas des larmes ? OK. Pas grave, Nancy me propose une autre argumentation en tant que cher donateur fidèle, dévoué et si bon, si merveilleux, « On a besoin de vous » susurre-t-elle, etcetera, etcetera.

Conquis par sa voix mélodieuse, une idée lumineuse jaillit dans ma pauvre cervelle : je lui propose de m'épouser et qu'on aille illico s'installer tous les deux au Bangladesh afin d'ouvrir une école pour daltoniens dyslexiques adossée à une léproserie-restauration rapide, ou fonder un foyer pour les orphelins aveugles et amputés, ou encore qu'on adopte tous les nécessiteux de Dacca, bref qu'on agisse enfin en êtres responsables, charitables et engagés dans la cause universelle d'amour qui manque si cruellement sur cette planète. Elle décline gentiment mon offre prétextant une allergie au curry et aux moustiques. Nous nous quittons ainsi sur cette note de bienveillance mutuelle mais « nez en moins » réciproque que l'on trouve dans tous les jolis contes modernes.

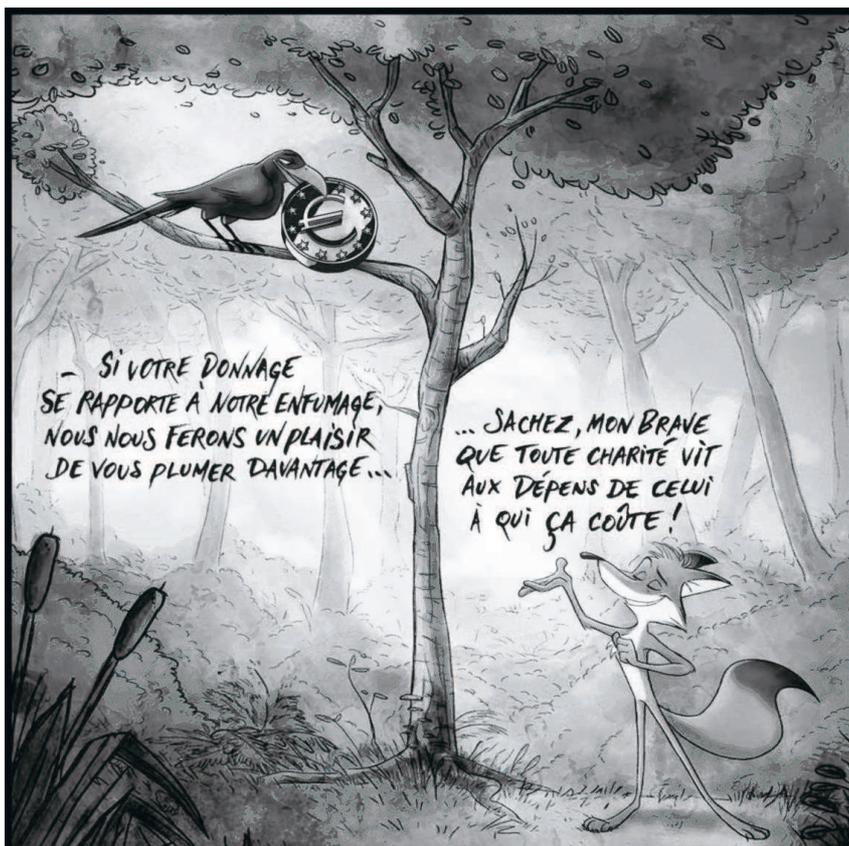
Acte II – « À vot' bon cœur m'sieur dame »

On ne va pas nier le fossé économique qui peut nous séparer de beaucoup d'autres populations, moins bien loties, ni le

luxe dégoulinant dans lequel une fraction de la planète se vautre et s'oublie trop souvent ; on ne peut critiquer non plus le désir (louable ?) de vouloir faire preuve de compassion et de sollicitude à l'égard de la misère et détresse humaine sous toutes ses formes,...

C'est la méthode de culpabilisation, le racolage poussif et l'habile manipulation des campagnes de communication choc qui peut légitimement questionner la colombe consentante (pigeon, ce serait un brin vulgaire et c'est déjà pris). C'est bien amené, ça tape là où ça fait mal, ça émeut, ça provoque des remous intérieurs, ça fait réagir. Allez quoi, soulagez-vous de quelques piécettes et vous aurez (peut-être) meilleure conscience après, grâce à nous, grâce à tous ces pauvres là-bas qui attendent votre don généreux, indispensable à leur survie, on s'occupe de tout.

En ces périodes de festivités cérémonielles de Noël et de liesse programmée du jour de l'an, on ne peut (et ne doit) y échapper. Les collectes et les quêtes fleurissent au centre des villes, dans les supermarchés, dans les rues commerçantes fièrement illuminées de guirlandes ostentatoires, de vitrines surchargées et ultra-clignotantes... Dans la froidure, de frères étudiant(e)s, sous-payé(e)s (voire bénévoles), vous interpellent joyeusement avec le sourire, l'amabilité et même « la » touche d'humour (formation et training intensif obligeant), sous des bannières ecclésiastiques, politiques, écologiques, éthiques, ethniques... C'est votre devoir, faites-le avec joie, on vous rassure quant au bon déroulement des opérations, au bon placement de votre aumône, on vous explique les démarches, les actions et les buts patiemment. Y'a même



des boutiques de cadeaux sur les sites web des « meilleures » ONG. On peut commander, c'est joli, bigarré, varié, bien présenté, on vous facilite les paiements, y a aussi une déduction fiscale prévue... C'est tout bénéf pour tout le monde et ça en jette un max ! Au milieu de cette débauche clinquante capitaliste désinvolte, on vous rappelle à l'ordre, on ne vous prend que quelques minutes et que quelques offrandes bien méritées, pas plus.

Acte III- Une sorte de péché Aoriginel.

Serez-vous complices des criminels, des tyrans, du diable, des guerres, des conflits internationaux, de la peste, du choléra, des cataclysmes, de la fonte des glaces... en ne faisant rien ? En fermant sauvagement vos yeux d'autruche mal élevée ? En approuvant cette ignominie flagrante sous votre nez bouché ? Les « ONG et Associés » nous sermonent (sournoisement) par le biais adroit de l'inconscient et du détournement : M'enfin ? Vous ne voulez pas être de la race de ceux qui contribuent à changer le monde ou bien quoi ?! Vous (i.e. le peuple d'abord, les nantis on verra ensuite) avez un impératif moral et universel à remplir, en vous délestant selon vos capacités (ou pas) de votre surplus (ou pas), en vous sacrifiant et en piaçant ainsi (avec un rien) vos

fautes envers la planète et vos frères et sœurs dépendants. Jésus n'a t'il pas dit qu'il est plus facile à une aiguille de passer par le trou d'un chameau qu'à un Dieu d'entrer dans le royaume des riches (ou l'inverse, enfin un truc du genre) ? Alors allège donc ta punition, vile créature du péché et de la luxure ! Repens-toi dès à présent ! (Comment ça, mon propos est exagéré ? Que nenni)

Oui on pourrait croire que ça part d'un bon sentiment, d'un investissement valable, de principes élevés, d'une grande preuve de désintéressement, d'une justice pure et sans ambiguïté... mais c'est con à pleurer, et ça marche apparemment. Coupable dès l'origine tu es, coincé tu resteras si tu ne donnes pas pour ton salut et celui de ces organisations. Le moralisme sensationnel et le catéchisme humanitaire servent-ils vraiment la cause ? Contrition, rachat des fautes, souffrance partagée... Le baiser aux lépreux du quidam moyen par virement électronique Paypal (la maison accepte aussi les prélèvements automatiques, merci) est-il la solution ? Tout cela ne finit-il pas par faire détester la générosité ? Maîtrise-t-on quoi que ce soit dans ce fatras absurde mondial ? Ne serait-ce pas encore un autre écran de fumée dans le cinéma de la vie ? (Oui je suis d'humeur poète) ne serait-ce pas un cataplasme périmé sur une jambe en mousse ? Un simple déni des causes fondamentales ?



SUR LA QUESTION DE L'IMMIGRATION

1. Nous avons assisté récemment à plusieurs luttes de sans-papiers en France. Ces luttes sont des moyens de faire pression sur l'État pour obtenir papiers et logements pour ces personnes en difficulté. Il est évident que l'on ne peut rester insensible à la situation de ces familles se retrouvant à la rue sans logement. Certaines associations font un travail juridique quotidien utile pour les revendications des sans-papiers ; cependant, le relais est parfois pris par certaines organisations politiques qui se sont investies spécifiquement sur ces luttes. Nous ne remettons pas en cause les motivations humanitaires de certains militants mais nous nous interrogeons sur l'investissement spécifique de certaines organisations politiques sur ce type de luttes (et pas sur d'autres).

Nous sommes sceptiques sur ces luttes menées de façon sectorielle : en séparant les problématiques les unes des autres, elles créent des clivages et opposent des personnes qui auraient intérêt à développer des solidarités (demandeurs de logement en général, travailleurs précaires avec ou sans

papiers, ...). D'autre part, la médiatisation recherchée par ces organisations peut être intéressante pour la lutte mais peut aussi leur échapper et contribuer à une stigmatisation des immigrés (cas des Roms). Nous constatons quotidiennement que les idées d'extrême-droite progressent dans un contexte de division. Enfin, nous nous interrogeons sur les motivations de certaines organisations, qui par intervalles de quelques mois, s'investissent sur une lutte puis une autre ; peut être en espérant y voir l'étincelle d'un mouvement social d'ampleur.

Or les motivations de ces militants politiques ne sont peut être pas les mêmes que celles des sans-papiers, d'où l'intérêt de bien comprendre les phénomènes de migration et de les recontextualiser dans le cadre du capitalisme/impérialisme mondial.

2. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les phénomènes migratoires, comme la tradition historique d'émigration vers les pays occidentaux (par exemple : des vestiges de relations coloniales), le rôle dans l'équilibre

démographique de ces pays... Mais surtout, l'immigration en général est sous-tendue par les inégalités de développement économique. Nous sommes évidemment partisans de l'abolition des frontières (en référence à la géographie libertaire de Reclus par exemple), mais défendre la liberté de circulation sans remettre explicitement en cause le capitalisme mondialisé revient à servir les intérêts des capitalistes eux-mêmes. En effet, cela leur permet d'exploiter de la main d'œuvre bon marché et ayant peu de moyens de faire valoir ses droits. De plus, peut-on encore parler de liberté de circulation quand le seul moyen d'échapper à la misère est l'émigration, quel que soit son prix ?

Nous constatons que l'immigration est principalement déterminée par les besoins des économies occidentales et le niveau de développement des pays les plus pauvres, et que c'est sur ce fait que se construisent les motivations des migrants, même s'il y a différentes motivations d'émigration (par exemple des motivations politiques ou culturelles - idéal du pays des Droits de l'homme,...). Mais la motivation d'ordre éco-

nomique est primordiale et constamment exprimée par les migrants : « fuir la misère », « rechercher un avenir meilleur »,... Pour certains, cette motivation peut prendre la forme de divers objectifs, par exemple monter une entreprise dans une dynamique de profit, quelles qu'en soient les méthodes. Ainsi, des personnes opprimées peuvent aussi se retrouver en situation de devenir oppresseurs. Cependant, il nous apparaît nécessaire de défendre une égalité de droit pour tous (des papiers pour tous ou pour personne) ; mais il nous paraît aussi essentiel de défendre nos valeurs de liberté et d'égalité.

Du fait de la multiplicité des motivations des différents acteurs de ces luttes, la légitimité des revendications collectives peut être remise en cause ; en effet, quel est le poids des uns et des autres au sein des assemblées générales ? Jusqu'où peut se créer une unité de lutte ? Dans quelle mesure la barrière de la langue est-elle un obstacle, aussi bien pour la compréhension que pour l'élaboration des revendications ?

3. Nous ne le répéterons jamais assez, ces contradictions sont inhérentes à toute lutte menée dans le cadre du système étatico-capitaliste. Nous estimons cependant qu'elles doivent être menées, mais qu'il est fondamental de ne pas nier ces contradictions, et au contraire d'être lucide afin d'avancer dans la bonne direction. Ainsi, lutter aux côtés des personnes sans-papiers et sans logement ne peut avoir de sens qu'en reliant cette problématique au contexte socio-économique global et en liant de la même façon la situation des plus précaires parmi les précaires à celle du reste de la population exploitée, précaire également ; à défaut de quoi nous voyons une division dangereuse s'installer rapidement entre les catégories de la population. Une telle division fait le jeu des exploiters, qui jouent sur la concurrence entre travailleurs pour mieux les exploiter. Il convient ainsi de rappeler que les travailleurs en situation réguliè-



re ont tout intérêt à une égalité de situation avec leurs collègues sans-papiers, car une telle égalité est la condition d'un rapport de force plus favorable face aux exploiters de toute sorte. A l'inverse l'absence d'une réflexion de fond conduit à des approches corporatistes (ne défendre que son intérêt particulier ou à court terme). En effet dans un contexte de mise en concurrence des salariés, nous voyons en Europe l'utilisation de salariés migrants intra communautaires embauchés à des conditions inférieures à celles des autres salariés, soit qu'intérimaires ils sont embauchés sur la base du pays d'origine, soit qu'ils concèdent, pour être employables, des conditions salariales inférieures.

Un projet Européen entend d'ailleurs faire des flux de salariés intra communautaire - dans la logique du capitalisme - une arme massive de mise en concurrence (une nouvelle « armée de réserve »). Les salariés migrants seraient sous la condition salariale du pays d'origine et non pas du pays de l'activité. Le résultat risque d'être une division entre salariés autochtones et salariés intra communautaire, salariés immigrés sous statut du pays d'accueil et salariés immigrés embauchés sous statut inférieur. Ce qui fait qu'avec ou sans papiers, la concurrence sera féroce si le corporatisme n'est pas jugulé. Une autre question ne peut être éludée. Quant le chômage est massif l'apport de force de travail externe a plusieurs incidences : le maintien dans le chômage de la population antérieure, une montée de la perte d'emploi chez les salariés à ancien statut; remplacés par une main d'œuvre plus productive et moins coûteuse... Que dire aussi quand la demande de papiers pour tous englobe également ceux qui entendent, en bons capitalistes, faire du fric. Ce qui consiste à défendre ceux que nous combattons

C'est pourquoi, de fait, ceux qui s'inscrivent dans ces luttes de manière segmentée participent de l'échec de ces

luttes, et renforcent l'adversaire.

Ce qui se passe en Bretagne, bien que la réalité soit plus complexe et contradictoire que les affirmations de certains journalistes, démontre que des salariés en passe de devenir chômeurs sont utilisés par des patrons et des nationalistes. Le FN, à ce petit jeu des illusions, risque pour un temps de se renforcer. Demander, comme le font certains la régularisation de tous les sans-papiers et l'accès libre de tous dans les pays d'Europe les plus développés, si elle permet à quelques organisations de se créer une petite base mobilisable, risque de provoquer une réaction massive et négative vis-à-vis de l'immigration, exacerbée par des « conflits culturels ».

La demande de régularisation et libre circulation, par certains cotés, rejoint l'option libérale de libre circulation des marchandises - car pour le capitalisme, le salarié est avant tout une marchandise (la force de travail). Il faut donc poser quelques questions pour voir la situation sous un angle différent, qui permette de dépasser les contradictions et clivages de slogans trop réducteurs ou illusoire voire dangereux. Car d'un côté, des patrons veulent des papiers pour une main d'œuvre bon marché, les riches pour des emplois de service bon marché. De l'autre, des salariés veulent conserver leurs emplois et leurs conditions salariales et sont hostiles aux régularisations. La position de ces salariés n'a rien à voir avec du racisme qui est une toute autre problématique. Il s'agit de protectionnisme, qui est selon nous une autre illusion. Curieusement d'ailleurs, ceux qui soutiennent la libre circulation de la main d'œuvre immigrée sont les mêmes qui défendent le protectionnisme économique, voire ont si peu d'entrain pour défendre les chômeurs ou précaires...

Restent posées les questions : comment éviter la division, la mise en concurrence. Comment faire pour créer un front anticapitaliste massif. Si aucune réponse n'est apportée à ces questions, chaque mobilisation corporatiste ou spécifique alimentera la division.

Des adhérents de la
CNT-Caen le 18-11-2013

LA SCIENCE VOILÉE,



LA SCIENCE CRUCIFIÉE

La science voilée dénonce les manœuvres l'anti-scientifiques des lobbys islamistes. Le titre est parlant. Il est, à notre sens incomplet. Aussi y ajoutons-nous un complément indispensable : « *La science crucifiée* ». Une bonne part de l'ouvrage – et c'est tout à fait légitime – est consacrée en effet au massacre par les intégristes chrétiens de cette même science. Si les uns voilent la science pour tenter de l'occulter, d'autres la crucifient avec le même rage destructrice. Il est bon de le rappeler. C'est d'ailleurs par des pages consacrées à la réaction chrétienne aux découvertes astronomiques majeures qui ont illuminé le XVI^{ème} siècle que s'ouvre l'ouvrage.

Quand Copernic (1473/1543) démontre une fois pour toutes que, contrairement aux croyances bibliques, c'est la terre qui tourne autour du soleil et non l'inverse, les réactions ne se font pas attendre. Il n'a pas encore publié son ouvrage majeur que les théologiens protestants fulminent leurs premières condamnations. Luther *himself* s'élève contre « ... le fou qui veut renverser tout l'art de l'astronomie ». Les catholiques, un instant distancés dans ce concours d'intolérance et de stupidité (simple faute d'inattention de leur part : ils n'ont pas pris la peine de lire les premiers travaux coperniciens) se rattrapent rapidement et passent aux actes. En l'an de grâce 1600, le copernicien Giordano Bruno, coupable tout simplement d'avoir eu raison, est brûlé vif, à Rome, sur la place publique, par la Sainte Église catholique et romaine, en toute charité chrétienne. Il ne fut, hélas, ni le seul ni le dernier à subir cette monstrueuse torture.

Galilée, autre immense savant de la même époque, échappe au bûcher au prix d'un reniement de façade. C'est que l'Église catholique se cramponne à son prétendu savoir. Le 24 février 1616, le Saint-Office (l'instance de l'Église chargée de dire ce que les croyants sont obligés de croire)

affirme sans rire : « *La première proposition, à savoir que le Soleil est le centre, et ne tourne pas autour de la terre est ridicule, absurde, fautive en théologie, et hérétique, parce qu'expressément contraire à l'Écriture Sainte* ». Galilée est condamné. L'Église ne reconnaîtra quelques erreurs à son encontre que... trois siècles et demi après sa mort. Prompte à condamner et à tuer, l'Église est toujours bien lente à reconnaître ses égarements (et souvent, seulement à moitié).

Professeur de physique à l'Université de Tunis, Faouzia Charfi consacre une bonne moitié de l'ouvrage aux rapports de la religion et de la physique. L'autre moitié est consacrée aux sciences du vivant et, en particulier, à l'évolution des espèces. Sur ce point remarquons que, si le progrès des sciences physiques a été et reste insupportable aux thuriféraires des diverses « *saintes écritures* » (car contraires à leur « *enseignement* »), leurs retombées, au quotidien, démontrent leur véracité (et, par contrecoup, la stupidité des affirmations théologiques). Les protestants les plus obtus peuvent bien continuer à croire que la terre est plate (ils sont quelques milliers comme cela aux USA), les avions leur infligent un démenti à chaque vol. Les étudiants islamistes radicaux de Faouzia Charfi peuvent prétendre que la théorie de la relativité restreinte d'Einstein ou encore la mécanique quantique sont fausses car contraires aux « *enseignements* » de l'Islam, ils utilisent le GPS (qui repose sur ces théories scientifiques), comme de parfaits athées. Du coup, les intégristes de tout poil deviennent prudents dans leurs attaques contre les sciences physiques. Du moins, ils ne les attaquent pas de front préférant, comme nous en donnerons un exemple plus loin, les engluer dans le charabia d'une tentative de récupération biaisée.

Malheureusement pour elles, les sciences du vivant ne donnent pas lieu à des applications aussi pratiques que la physique. C'est donc contre elles que porte l'essentiel de la charge des intégristes. Charge d'autant plus aisée que ces sciences sont complexes, souvent très techniques, difficiles à appréhender sans une étude sérieuse. Ce à quoi on peut ajouter qu'elles sont encore incomplètes et certainement grossières ou erronées en certains endroits. Rien d'étonnant à cela : c'est le mouvement même de la science de s'auto-corriger, d'évoluer, de modifier ses théories en fonction des nouveaux acquis, bref, de progresser dans la connaissance du monde.

Que les sciences du vivant soient perfectibles est une chose ; qu'on veuille les remplacer par des théories totalement fausses en est une autre. C'est pourtant ce que tentent de faire, plus ou moins habilement, les fanatiques des différentes confessions.

L'ÉVOLUTION, BÊTE NOIRE DES INTÉGRISTES

Les moins fins n'hésitent pas à se lancer dans une opposition frontale. Ce sont les créationnistes. Pour eux, le monde a été créé tel quel, d'un bloc. C'est pourquoi, une des notions scientifiques qui les insupporte le plus est celle d'évolution^{*1}. C'est la bête noire de l'Institute for Creation Research (ICR), richissime institution US. Pour cet institut : « *La Bible est la transcription de la parole de Dieu (...) toutes les assertions qu'elle contient dans tous les textes originaux sont scientifiquement et historiquement exactes* ». Pour ces ultra-orthodoxes, le

monde a été créé en 6 jours, et pas une minute de plus. Il n'a que 6 000 ans. Adam et Eve sont des personnages historiques, et tous les animaux actuels ainsi que les humains descendent des couples de rescapés recueillis par l'arche de Noé. A titre de plaisanterie, on comprend que les tenants de cette théorie soient intellectuellement un peu limités s'ils descendent effectivement d'un seul couple : forcément, avec une telle consanguinité... sans compter l'inévitable inceste.

Côté musulmans, plusieurs courants sont sur la même ligne créationniste. Les asharites par exemple, pour lesquels « *Pas une feuille, pas une graine ne tombe [...] sans que Dieu ne le sache à l'avance [...]* » ou la fondation turque *Bilim ve Arastirma Vakfı* (BAV) (« *Fondation pour la recherche et la science* »). Pas plus que chez les intégristes chrétiens, les moyens financiers ne manquent à ce courant, ce qui lui permet de développer une forte activité (conférences, DVD, sites internet, ouvrages de propagande, tel l'Atlas de la création - 772 pages, 5 kg, envoyé gratuitement à de multiples collèges, lycées, bibliothèques de divers pays européens). Il est vrai que, de tout temps, les puissants n'ont pas hésité à « arroser » généreusement ceux qui endorment le peuple. Mais, malgré les millions de dollars (et de pétrodollars) dépensés pour soutenir le créationnisme, le caractère simplet de l'argument finit toujours par transparaître. Il se résume à une seule affirmation : « *la Bible (ou le Coran) dit que ... Il ne peut donc en être autrement* », le tout à l'appui de la lecture la plus littérale possible du texte. C'est l'argument dit « *d'autorité* ». Celui que le pape Paul V employa contre Galilée. C'est « *Le fameux "Aristoteles dixit" - Aristote l'a dit - qui interrompait les débats au Moyen-âge.* »*2 C'est typiquement le genre d'argument qui ne vaut rien dans quelque débat scientifique que ce soit.

Une opposition aussi butée à la science montre rapidement ses limites. C'est pourquoi des théologiens plus malins ont développé une attaque « de biais », qui s'apparente souvent à une tentative de récupération.

TRAVAIL D'IMAGINATION

Pour les islamistes qui sont dans cette posture, le postulat est sensiblement le même que celui des créationnistes (le Coran contient toute la science) mais ils l'exploitent différemment. Pour eux, le sous-entendu est qu'il suffit de connaître le Coran et rien d'autre pour tout savoir. Inutile d'approfondir les sciences donc. La preuve qu'ils en donnent, c'est que chaque nouvelle découverte scientifique est « annoncée » dans le Coran. Si cette affirmation est aisée à avancer, ses démonstrations sont plus que tirées par les cheveux. En voici un exemple pris dans le domaine de l'astronomie. Les versets coraniques 15 :14-15 stipulent « *Si nous ouvrons pour eux une porte du ciel et qu'ils continuent par elle à y monter, ils diraient : "Nos regards ne sont que troublés ou plutôt nous sommes des gens ensorcelés"* ». Ces propos, qui ne sont pas beaucoup plus clair que les célèbres « *prédictions de Nostradamus* », se prêtent, comme ces dernières, aux interprétations les plus variées. Mais, pour des islamistes de choc, ces versets prouvent que tout est d'avance dans le Coran, puisqu'ils annoncent... la conquête spatiale. Ceci dit, avant qu'ils fassent décoller une navette spatiale en la construisant exclusivement selon les préceptes coraniques...

Pour en revenir à la biologie, quand un islamiste de la même espèce lit « *le verset 2 de la première sourate révélée qui*

*contient l'injonction inaugurale faite au prophète dans la grotte de Hirâ (96 :1-2) " Lis ! Au nom de ton Seigneur qui créa, Créa l'homme d'un accrochement*3" »* il s'émerveille car il y décrypte un autre miracle coranique : « *l'accrochement* » ne pouvant être pour lui que « *La fixation de l'œuf dans l'utérus...* ».

S'ils font preuve d'une imagination abracadabrantesque quand il s'agit de soutenir leurs théories, les théologiens savent qu'ils doivent limiter l'imagination des croyants sous peine de dérives. Aussi ont-ils créé en 1983 la *Commission internationale du miracle scientifique du Coran et de la Sunna*, suite à une résolution du *Conseil supérieur international des mosquées*. Les commentaires « scientifiques » dit la Commission doivent être en accord « *... avec l'ensemble des versets coraniques, puis en accord avec la Sunna authentique, ensuite en accord avec les avis de nos pieux prédécesseurs* ». Difficile d'imposer une démarche plus anti-scientifique !

Tout, donc, serait dans le Coran. Mais alors, comment se fait-il que jamais, au grand jamais, les exégètes de cet ouvrage ne puissent annoncer à l'avance quelque découverte que ce soit (ni celle de l'Amérique, ni celle du téléphone, pas même celle des mouchoirs jetables) et qu'ils en soient réduits à faire coller comme ils peuvent (et souvent de façon fort drôle) des morceaux de versets avec les avancées scientifiques au fur et à mesure ?

LES STUPIDITES DU DESSEIN INTELLIGENT

Côté chrétiens, un mouvement de la même eau a fait surface à partir des années 1990. Il s'intitule en toute modestie « *intelligent design* », en français, le « *dessein intelligent* ». Le postulat est bien simplet lui aussi : ce monde magnifique a été créé par un super-héro qui nous conduit inexorablement vers le mieux. C'est ce super-héro qui a un dessein et ce dessein ne peut-être qu'intelligent*4. Pour ces chrétiens, « *Les êtres vivants sont trop complexes pour être le fruit du hasard* ». C'est ce qu'ils appellent la « *complexité irréductible* » et c'est sur elle qu'ils fondent toute leur théorie. Leur exemple préféré est celui du flagelle de « *la* » bactérie. Pour eux, le flagelle, organe hyper-complexe n'a pu se créer au fil de l'évolution. Il a été en quelque sorte livré d'une pièce à la bactérie par le super-héro afin de lui permettre de se mouvoir. Bien aimable à lui.

Malheureusement pour eux, il n'y a pas « *la* » bactérie, mais « *des* » bactéries. Leurs flagelles, loin de comprendre systématiquement tous les perfectionnements du « *dernier modèle* » vont du plus simple au plus complexe. Des bactéries poussent même le mauvais goût jusqu'à ne pas en avoir du tout, et, parmi elles, certaines ont dans leur paroi les pré-curseur du dit flagelle. Bref, on peut reconstituer toute une chaîne allant de l'absence de flagelle au flagelle le plus perfectionné, en passant par quantité de formes intermédiaires. L'argument créationniste s'écroule sous le poids des connaissances, si bien que la fameuse « *complexité* » n'est « *irréductible* » que pour ceux qui à force de ressasser la Bible, se privent de toute possibilité de compréhension !

Le postulat du supposé dessein intelligent n'a même pas le bénéfice de l'originalité : c'est celui; éculé, du « *Grand horloger* » de Voltaire. A l'époque, le flagelle étant inconnu, on faisait avec ce qu'on connaissait. Une horloge étant alors la fin du fin de la technologie, c'est à un grand horloger qu'on assimilait le super-héro.

Il y a cependant une grande nouveauté dans l'approche des partisans de l'« *Intelligent dessein* » comme dans celle des suppôts du « *Miracle coranique* », c'est qu'ils ont troqué les somptueux habits de théologiens contre la blouse blanche des scientifiques. C'est comme cela qu'ils se présentent aux foules, exhibant autant qu'ils peuvent leurs titres universitaires et diplômes. C'est pourquoi il faut introduire ici une clarification de poids : le fait d'avoir poursuivi des études, d'être diplômé de biologie ou de physique, ne fait pas de qui que ce soit un « scientifique ». Ce qui fait le scientifique, c'est non seulement ses connaissances mais surtout sa démarche, une démarche qui ne saurait être bordée par aucun carcan idéologique, qui ne peut s'inscrire que dans la plus grande liberté de penser. Faute de cela, on est au mieux un simple érudit ; or l'érudition n'a jamais protégé du crétinisme.

LE FRONT COMMUN CHRETIEN - ISLAMISTE

Les créationnistes, de leur côté, font front commun. Les leaders islamistes du BAV peuvent se vanter d'avoir obtenu la participation active des grands chefs de la très chrétienne ICR à leurs conférences ! Cela malgré des siècles de guerre, de haine et de détestation réciproque (qui continuent un peu partout dans le monde) ; cela alors que les uns sont convaincus que le livre saint des autres contient « *de monumentales erreurs scientifiques* ». Mais nos pieux croyants savent oublier les sujets qui fâchent (et qui sont pourtant à la base de leurs croyances réciproques) pour s'attaquer à l'ennemi tant haï : la liberté de penser, la laïcité.

Leur objectif commun est de rayer la démarche scientifique de la planète, et surtout de contrôler les esprits. Leur principale stratégie est de chercher à prendre pied dans les programmes d'études, dans les manuels scolaires afin de s'imposer (au besoin par la force) comme unique « vérité » dans l'enseignement.

QUAND LES PENSEURS MUSULMANS ETAIENT EVOLUTIONISTES

Et pourtant, pourtant les sociétés musulmanes ont « *produit pendant plusieurs siècles des œuvres philosophiques, scientifiques et artistiques.* » Manifestement, « *l'islam n'était pas un obstacle, une contrainte, pour tous ces penseurs* ». Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, le plus insupportable aux orthodoxes, celui de l'évolution des espèces, doit-on remarquer que, dès le IX^{ème} siècle (à une époque où l'Occident était englué dans la sombre nuit intellectuelle du Moyen-âge) Al-Jahiz (776-869) commentait l'adaptation du vivant à l'environnement et même la lutte pour la survie. Cette conception a été reprise au X^{ème} siècle par une confrérie musulmane, l'Association des Frères de la Pureté (*Ikhwan al-Safa*) qui, dans leur encyclopédie philosophique et religieuse (« *Epîtres des Frères de la Pureté* ») présentaient une chronologie de l'apparition des êtres vivants en concluant que « *... tous les animaux préexistent à l'homme* ». Plus encore, « *Au XI^{ème} siècle, Ibn Miskawayh (930-1030) [...] développe dans son ouvrage théologique Al-Fauz al-asghar une théorie plus précise encore sur l'évolution... [il] part de la vie végétale [...] passe par la phase animale] arrive finalement à la frontière de l'humanité chez le singe qui est juste un degré au-dessous de l'homme dans l'échelle de l'évolution.* ». Il n'est pas le seul.

Ibn Khaldun, philosophe maghrébin du XIV^{ème} siècle, écrit dans l'ouvrage *Al-Muqaddima* « *Le monde [...] commence avec les minéraux et s'élève graduellement... jusqu'aux végétaux et aux animaux [...] le processus graduel de la génération aboutit à l'homme... élevé jusqu'à ce niveau à partir du monde des singes [...]* ». Remarquable !

Plusieurs siècles avant Darwin, des penseurs musulmans avaient donc observé l'évolution des espèces et avaient commencé à la décrire. Beaucoup d'autres savants musulmans se sont illustrés, à la même époque, dans toutes les branches de la science – des mathématiques à la médecine en passant par l'astronomie. Alors, pourquoi, pourquoi ces sociétés intellectuellement si riches ont-elles émasculé leur créativité et sont-elles devenues si rigides ? Et pourquoi, - puisqu'au fond il s'agit du même mécanisme de rétropédalage -, les sociétés occidentales, si évoluées, secrètent-elles périodiquement tant d'obscurantisme ?

Laissons l'explication et le mot de la fin au cheikh afghan Jamal Eddine Al-Afghani (1839-1897), célèbre en Europe par sa controverse avec Ernest Renan et qui, sur ce point au moins, nous semble plein de raison : « *Les religions, de quelque nom qu'on les désigne, se ressemblent toutes [...]. Toutes les fois que la religion aura le dessus, elle éliminera la philosophie ; et le contraire arrive quand c'est la philosophie qui règne en souveraine maîtresse. Tant que l'humanité existera, la lutte ne cessera pas entre le dogme et le libre examen, entre la religion et la philosophie, [...]* ». Ne baissons donc pas les bras.

1.- Comme le souligne Richard Dawkins (« *Pour en finir avec Dieu* » Collection Tempus, Editions Perrin, 2009, 525 p), l'évolution des espèces est un fait scientifique amplement prouvé. Ce qui est une théorie, ce sont les explications que Darwin en donne (comme d'autres théoriciens). Toute théorie se discute, ce qui permet de conclure que certaines sont totalement fausses (la platitude terrestre, le créationnisme) et d'autres fonctionnelles même si elles restent améliorables. 2.- A. Billecoq, « *Descartes, la science et les faux savants* », Cahiers rationalistes, n°625, 2013. 3.- Comme, dans le passage de l'arabe à une autre langue, chaque traducteur y va de sa petite variation, on peut lire des versions plus ou moins différentes des mêmes versets. Par exemple, dans d'autres traductions, il est question que l'homme soit né d'un caillot de sang. Toutes ces variations sont bien pratiques pour tirer le texte dans le sens voulu. 4.- Il faut tout l'optimisme commercial d'un évangéliste américain pour supposer qu'il ait été si intelligent que ça de créer une espèce - l'homme - qui saccage allégrement la planète et qui est même susceptible d'y détruire toute vie...

Toutes les citations contenues dans la présente note de lecture (à l'exception de celle de la note 2) sont reprises de « *La Science voilée* » de F.F. Charfi, Odile Jacob, 2013. Prix : 22,90 euros.



Nota bene le contenu scientifique et historique de cet ouvrage nous a semblé digne d'intérêt et justifier la publication de cette note de lecture et de nos commentaires. En aucun cas cette publication ne peut être considérée comme une validation des opinions ou positions que l'autrice peut développer sur d'autres points ou par ailleurs, comme chaque fois d'ailleurs que nous commentons l'ouvrage d'un auteur qui n'est pas anarchosyndicaliste.

ALBERT CAMUS ET NOUS

Il y a 300 ans, le 5 octobre 1713, Denis Diderot naissait à Langres. Il y en a 100, le 7 novembre 1913, à Mondovi (Algérie), naissait Albert Camus. Nous commémorons donc à la fois le tricentenaire d'un des principaux esprits des « Lumières » et le centenaire d'un auteur qui éclaira si crûment la première moitié de son siècle.

Il ne s'agit pas que d'une simple coïncidence de dates ; tant de choses rapprochent les deux hommes ! A commencer par la caractéristique de leurs œuvres, au confluent de la littérature et de la philosophie, mais aussi le goût de la clarté dans l'écriture et celui de la vérité. Une vérité qu'ils destinent au plus grand nombre*1.

Diderot, avec une constance infinie, malgré la censure, les interdictions, les risques de prison (il en a tâté), les tromperies de son éditeur (qui massacre certains articles) poursuit la publication de « *L'Encyclopédie* »... Ce monumental ouvrage diffuse dans les recoins du pays la quintessence des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des réflexions philosophiques*2. Le retentissement sera énorme. Une bombe.

Camus, avec la même persévérance, martèlera les vérités de son temps. Elles lui vaudront des inimitiés tenaces, et même un harcèlement incessant tant de la part des milieux « de gauche » que de ceux « de droite ». Elles feront de lui l'auteur français le plus lu de la planète.

Au XVIIIème siècle comme aujourd'hui les « élites » méprisent le petit peuple. Dans les dernières années de l'ancien régime, la bourgeoisie avancée, largement irrégulière pour elle-même, prônait le maintien de la religion dans les basses couches de la population, pour qu'elles se tiennent tranquilles, prises en sandwich entre la crainte de l'enfer et la promesse d'un au-delà paradisiaque.

Au XXème, Sartre*3 et l'essentiel de la gauche intellectuelle affichent le même dédain. Quoi de plus humiliant dans le fond que le fameux « *Il ne faut pas désespérer Billancourt* », par lequel cette « gauche » indiquait que le petit peuple des ouvriers*4 était incapable de comprendre, qu'on ne pouvait le laisser accéder à la vérité politique, et qu'il fallait qu'il se contente, comme ces ancêtres deux ou trois siècles plutôt, d'une

croissance en un vague paradis (marxiste cette fois-ci), et qu'en attendant, il se soumette aux quatre volontés du Parti communiste ?

FILS DU PEUPLE

D'où vient ce goût commun de la vérité, ce souci de sa diffusion pour tous ? Peut-être, et sans être déterministe, peut-on trouver une réponse dans leur biographie. Tous deux sont nés du peuple. Diderot est fils d'un artisan coutelier, Camus d'un ouvrier caviste (tué lors de bataille de la Marne en 1914). Diderot mène une enfance modeste, Camus quasiment misérable. L'intelligentsia leur fera toujours sentir qu'ils ne sont pas du même monde. Sartre, même, raillera « *Il se peut que vous ayez été pauvre [...]* ». Mais, loin de renier leurs origines, ils garderont en mémoire les qualités de ce petit peuple qu'ils connaissent si bien. De ces origines naît également une émotion commune dans le rappel des premières années d'apprentissage. « *Un des moments les plus doux de ma vie, note Diderot, ce fut [...] lorsque mon père me vit arriver du collège les bras chargés de prix. Du plus loin qu'il m'aperçut, il laissa son ouvrage, il s'avança sur sa porte et se mit à pleurer. C'est une belle chose qu'un homme de bien et sévère qui pleure* ». « *Cher Monsieur Germain, écrit de son côté Camus à son vieil instituteur au lendemain de son prix Nobel, [...] quand j'ai appris la nouvelle, ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement et votre exemple, rien de tout cela ne serait arrivé.* »

GUERRE IDEOLOGIQUE

A Droite, Mauriac, à gauche, Sartre. La guerre idéologique contre Camus, souvent sournoise et larvée est une guerre totale. Pas assez de place dans ces colonnes pour parler de Mauriac. Mais, pour Sartre (qui traite Camus de « *petit voyou d'Alger, très marrant, très truand* ») pour cette idole de la gauche pendant si longtemps, comment ne pas souli-



gner qu'il fut un compagnon de route de tous les staliniens (de Staline lui-même à Mao), qu'il passa l'occupation sans trop de soucis – pour ne pas dire plus – pendant que Camus menait une Résistance active ? Comment oublier les aboiements qui accompagnèrent Camus pendant toute la guerre d'Algérie (et après), alors qu'il avait décrit dès 1939 – quand tous les Sartres du monde s'en désintéressaient – la série « *Misère de la Kabylie* » (dans « *Alger républicain* ») : « *A Adni, sur cent six élèves qui fréquentent les écoles, quarante seulement mangent à leur faim* » « *Par un petit matin, j'ai vu à Tiszi-Ouzou des enfants en loques disputer à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle* » « *Je suis forcé de dire ici que le régime du travail en Kabylie est un régime d'esclavage* ». Et Camus de conclure « *Qu'on agisse si on [le] trouve révoltants* ». Peine perdue, les bonnes consciences anti-colonialistes étaient occupées ailleurs.

A CHACUN SON CAMUS

Je reprends ce titre d'un dossier du « *Monde* »*5. Il est significatif. Le succès aidant, tout le monde se découvre, un peu tardivement souvent, une « parenté » intellectuelle avec Camus*6.

Alors, parlons de « notre » Camus, du Camus libertaire, du Camus ami de la CNT. Si cette position camusienne a l'avantage, sur beaucoup d'autres, d'être historiquement fondée, elle est – et reste – largement passée sous silence. Ainsi, pour en rester au dossier du « *Monde* », faut-il aller bien avant pour la percevoir. Certes, en p. 22, un article de Camus dans « *Solidaridad Obrera* » est mentionné. Mais qui sait que ce journal

était un organe de la CNT ? Il faut arriver à la p. 114 (et donc au « *Lexique* ») pour lire « *Cet idéal libertaire, vécu certes indirectement mais intensément pendant sa jeunesse, se maintiendra toujours...* » et apprendre enfin que « *idéologiquement Camus se sent aussi très proche des syndicalistes anarchistes espagnols, [...]* », plus deux petites mentions dans la bibliographie, et c'est tout... pour un dossier de 122 pages, c'est peu. D'autant que Camus fait plusieurs fois – et avec force – référence dans ces écrits au courant libertaire et à ce qu'il nomme « *syndicalisme révolutionnaire* ». Avant d'aller plus avant, il faut préciser que, dans la tradition syndicale française le mot « *anarchosyndicalisme* » n'a que peu été employé jusqu'à ces toutes dernières décennies. Les anarchosyndicalistes du départ (ceux des années 1880 à 1914), fondateurs du syndicalisme, se désignaient eux-mêmes comme « *syndicalistes révolutionnaires* », expression qui a même souvent été utilisée pour traduire en français le terme « *anarcosindicalista* » par laquelle la CNT espagnole se définissait*7. Les mots « *syndicalisme révolutionnaire* » doivent donc être lus, dans le contexte actuel comme « *anarchosyndicalisme* ». Cette précision faite, donnons la parole à Albert Camus pour une interview non pas imaginaire mais simplement posthume !

INTERVIEW POSTHUME

- Albert Camus, quelle place faites-vous au syndicalisme et aux idées libertaires dans votre réflexion politique ?

– « *L'effort et les succès du syndicalisme libre, comme la permanence des mouvements libertaires et communautaires en Espagne et en France, sont les repères auxquels je me suis référé pour montrer ... la fécondité d'une tension ente la révolte et la révolution.* » (*Défense de l'Homme Révolté*, p. 1709*8).

- Vous parlez de syndicalisme, comment le caractérisez-vous ?

– « *... le syndicalisme partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie (...)* » (*L'Homme Révolté*, pp. 700-701).

- ... ce qui l'oppose au marxisme, à ce que vous appelez le césarisme ?

– « *[...] la révolution césarienne part de la doctrine et y fait entrer de forcer le réel. Le syndicalisme, comme la commune, est la négation, au profit du réel, du centralisme bureaucratique et abstrait.* » (*L'Homme Révolté*, pp. 700-701.).

- Le terme « syndicalisme » recouvre des réalités bien différentes. Tous les syndicalistes, ne font pas la critique du système social et ne cherchent pas à développer une conscience révoltée parmi les travailleurs...

– « *Seul le syndicalisme révolutionnaire, avec Pelloutier et Sorel s'est engagé dans cette voie et à voulu créer, par l'éducation professionnelle et la culture, les cadres neufs qu'appelait, qu'appelle encore un monde sans honneur* » (*L'Homme Révolté*, p. 621.)

- Vous avez indiqué que les succès du syndicalisme libre constituaient un de vos repères. Pourtant, nombreux sont ceux qui dénie toute efficacité au syndicalisme il s'inscrit dans une perspective révolutionnaire.

– « *La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière, depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures* » (*L'Homme Révolté*, p. 700.)

- Pourtant, la révolution césarienne, le marxisme, représenté en France par le Parti communiste, par ses « *compagnons de route* » et par sa courroie de transmission dans le prolétariat (la CGT) a réussi à lamener le syndicalisme de révolution.

– « *[...] la capacité révolutionnaire des masses ouvrières a été freinée par la décapitation de la révolution libertaire, pendant et après la C o m m u n e . Après tout, le marxisme a dominé facilement le mouvement ouvrier à*

partir de 1872, à cause sans doute de sa grandeur propre, mais aussi parce que la seule tradition socialiste qui pouvait lui tenir tête à été noyée dans le sang. » (*L'Homme Révolté*, p. 620.) « *La pensée autoritaire, à la faveur de trois guerres et grâce à la destruction physique d'une élite de révoltés, a submergé cette tradition libertaire. Mais cette pauvre victoire est provisoire, le combat dure toujours.* » (*L'Homme Révolté*, p. 703.)

- Vous avez évoqué Fernand Pelloutier, fondateur des Bourses du travail et un des principaux créateurs de l'anarchosyndicalisme. D'autres penseurs ont contribué à l'élaboration de l'anarchisme. Que pensez-vous par exemple de Bakounine ?

– « *[...] je suis persuadé que sa pensée peut utilement féconder une pensée libertaire rénovée et s'incarner dès maintenant dans un mouvement dont les militants de la C.N.T. et du syndicalisme libre, en France et en Italie, attestent en même temps la permanence et la vigueur.* » (*Actuelles 11, Lettre à Gaston Leval*, p. 752.)

- Puisque vous parlez de la CNT, il faut rappeler qu'elle a joué un rôle de tout premier plan dans ce pays si constamment présent dans votre œuvre, l'Espagne, en opposant au putsch fasciste du général Franco une révolution sociale, autogestionnaire. Ce fut le 19



juillet 1936. Quelle est pour vous son importance historique ?

— « [...] le 19 juillet 1936 sera l'une des dates de la deuxième révolution du siècle, celle qui prend sa source dans la Commune de Paris, qui chemine toujours sous les apparences de la défaite, mais qui n'a pas encore fini de secouer le monde et qui pour finir portera l'homme plus loin que n'a pu le faire la révolution de 17. Nourrie par l'Espagne et, en général, par le génie libertaire, elle nous rendra un jour une Espagne et une Europe, et avec elles de nouvelles tâches et des combats enfin à ciel ouvert. Ceci du moins fait notre espoir et nos raisons de lutter. » (« 19 juillet 36 », article publié par Témoins, p. 1796.)

- Albert Camus, en puisant dans une œuvre aussi étendue que la vôtre quelques paragraphes parmi les plus favorables à notre conception de la vie, ne peut-on nous accuser de tirer un peu trop la couverture à nous et de mentir par souci de récupération ?

— « C'est mentir aussi que de passer sous silence, comme tout le monde d'ailleurs, ma référence explicite au syndicalisme libre » (Actuelles 11, p. 740.)

En consacrant ces quelques lignes à Albert Camus, lui qui parlait de nous en disant « nos amis de la CNT » (« L'Europe de la fidélité », 1951), nous entendons rappeler ce que cet auteur a été et reste au plan politique et lui rendre, en toute amitié, l'hommage qui convient, avec un clin d'oeil aux Lumières du XVIIIème dont il est assurément un des grands continuateurs.

X.F. //

_1.- S'il y a des similitudes frappantes entre eux (qui, curieusement, dans la masse d'articles consacrés au centenaire de Camus et dans le nombre moins important qui commémore le tricentenaire de Diderot n'ont pas, à ma connaissance, été relevés), il existe bien entendu des différences. On imagine mal Camus écrire une version moderne des « Bijoux indiscrets », par exemple. _2.- Certes outre les interdictions, le prix est un autre obstacle à la diffusion. Mais des « cabinets de lecture » (bibliothèques) en feront l'acquisition et l'ouvrage aura bien plus de lecteurs que ce que son tirage aurait laissé supposer. _3.- Sartre est l'autre grande figure intellectuelle du moment _4.- Ceux du site de Renault-Billancourt étant, en ces temps de début de massification de la production automobile, le prototype d'une classe ouvrière, syndiquée massivement à la CGT et votant PC. _5.- Hors-série Le Monde, sept-nov 2013, Albert Camus (1913-1960) La révolte et la liberté. _6.- Voir par ex. « La Vie » (catholique) du 24 octobre 2013. _7.- Le sens des mots évolue avec le temps. Le terme « syndicaliste révolutionnaire » qui désignait les anarchosyndicalistes fondateurs du syndicalisme a été utilisé, après la révolution russe, également par des marxistes, certains étant adhérents au PC, c'est-à-dire partisans du socialisme césarien que dénonce Camus. Même si au sein de CNT française nous avons longtemps nous mêmes employé l'expression « syndicalisme révolutionnaire » nous préférons maintenant utiliser le terme anarchosyndicalisme qui nous semble bien plus clair. _8.- Dans cette interview, il est indiqué avec précision l'origine des citations. La numérotation des pages renvoie à l'édition des « Essais » d'Albert Camus dans La Pléiade de 1965 (à l'exception de la note 5 qui provient des Carnets, éditions Gallimard, 1964).

Indications Bibliographiques

Michel Onfray, *L'ordre libertaire, la vie philosophique d'Albert Camus*, Flammarion, coll J'ai Lu.

Progreso Marin, *La pensée politique d'Albert Camus*, éditions CNT.-AIT

« L'anarchie, c'est l'ordre sans le pouvoir »

écrivait Pierre-Joseph Proudhon...

Parce que le désordre ; c'est la spoliation de la majorité par une extrême minorité, et c'est, derrière les apparences de l'abondance, l'actuelle organisation de la pénurie ;

Parce que le désordre, c'est l'exclusion des pauvres et des étrangers, c'est une justice qui emprisonne les miséreux et laisse impunis les crimes des puissants ;

Parce que le désordre, c'est une société dans laquelle notre sort est décidé par des gouvernants dont les projets nous sont en vérité hostiles ;

Parce que le désordre, c'est l'incompétence criminelle des « experts » de l'industrie, c'est une société dans laquelle notre vie et notre mort sont entre les mains de gens dont on sait qu'ils sont nécessairement aveugles ;

Parce que le désordre, ce sont les calculs électoraux tout aussi criminels des partis politiques de droite comme de gauche, entretenant racisme et xénophobie pour conserver le pouvoir ;

Parce que le désordre, c'est le libéralisme de l'individu égoïste.

Et c'est le triomphe de cette philosophie libérale s'exprimant sur les plans économique, politique et social, qui fait disparaître les règles et les valeurs positives.

Nous voulons une autre société :

Une société dans laquelle le travail de chacun a un sens, dans laquelle nous pouvons décider nous-mêmes, avec tous les autres, de ce que nous avons à faire et comment le faire ;

Une société dans laquelle chacun peut participer directement à toutes les décisions sociales qui le concernent, ou qui peuvent affecter le cours général du monde où il vit ;

Une société dans laquelle chacun peut rencontrer autrui comme un être pareil à soi et absolument différent : ni comme appartenant à un autre échelon de la hiérarchie des revenus et des pouvoirs, ni comme un numéro ;

Une société dans laquelle chacun veut la liberté d'autrui, car notre liberté commence là où commence celle des autres ;

Une société sans dieu, sans maître et sans patrie.

L'anarchosyndicalisme travaille à la réalisation de cette société, par le développement des luttes autonomes. Cela commence par la participation à une communauté de révolutionnaires qui, dès maintenant, tentent de dépasser l'état des choses. Rien n'est possible en dehors de cet effort, même s'il est difficile. Mais nous préférons la difficulté d'une tentative qui fait sens, plutôt que nos existences dérisoires de soi-disant citoyens en régime capitaliste.

(Texte de présentation du débat de Toulouse, voir ci-contre) //

Débattre

La CNT-AIT de Toulouse vous convie à une réunion publique sur l'anarchisme (voir texte de présentation sur la page précédente) le jeudi 19 décembre à la salle du Cratère, 95 grande rue Saint-Michel, à partir de 20 heures.

Mais aussi

_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen <http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/>

_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est gratuit) : AnarSonore.free.fr L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

_Diffuser *Anarchosyndicalisme !* autour de vous. Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

_Diffuser le petit bulle-

tin *Un autre futur* (généralement quatre pages, du moins en ce moment). Il paraît habituellement en alternance avec *Anarchosyndicalisme !* dont il constitue une sorte de supplément gratuit. Il traite des sujets d'actualité sous une forme brève et dans un esprit anarchosyndicaliste. Il est destiné à une diffusion auprès d'un public non-militant c'est-à-dire un peu tout le monde : travailleurs, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants... Vous pouvez contribuer à sa rédaction et à sa diffusion soit en le téléchargeant sur le site de Toulouse et en assurant une diffusion internet auprès de vos

amis et relations, soit en le sortant sur une imprimante et en le photocopiant vous-même, soit en vous procurant auprès de nous les exemplaires nécessaires.

_A propos de La Poste : La volonté de crever ce service public est telle que ses responsables le laissent périlcliter. Un exemple : il suffit que le numéro de boîte à lettre ne soit pas indiqué dans un tout petit immeuble pour que votre journal nous soit retourné avec la mention « *boîte à lettre non identifiée* » et cela alors que vous l'avez reçu sans problème pendant de nombreuses années. Vérifiez que notre étiquette comporte toutes les mentions utiles et faites nous parvenir toute les rectifications et précisions nécessaires : abonnement@cntait-toulouse.lautre.net.

IN MEMORIAM

J'ai appris il y a quelque temps le décès de Rose-Marie, le 11 juin 2013. Je n'ai rien réussi à écrire mais je m'y suis décidé finalement.

Je l'ai rencontrée lors du contre-sommet de Vichy sur l'immigration en 2008, avec son compagnon. Je découvrais l'anarchisme. Ensemble, nous avons reçu les lacrymos des CRS pendant que l'extrême gauche partait en courant.

Ensemble, nous sommes tombés par terre, nous sommes relevés l'un-e l'autre. J'ai compris ce qu'était l'anarchisme militant, enfin la solidarité n'était plus un slogan. Elle et son compagnon m'ont offert de quoi manger après la violence d'État, moi qui n'avais plus

un rond. Nous nous sommes recroisés de rares fois, souvent au hasard de manifestations ou seule une poignée d'anarchistes tentaient de tenir la rue. Le décès de Rose-Marie fut pour moi un choc. C'est étrange comme parfois des compagnes et des compagnons peuvent nous paraître invincibles. Le seul mot qui me vient est merci de m'avoir fait croire en l'idéal.

A son compagnon qui reste debout, courage, la lutte continue avec Rage et Joie.

Rose-Marie, que la terre soit légère sur ton visage.

Pitufo,

Union Locale CNT-AIT 63

Pour lire des textes écrits par elle et son compagnon, <http://fa-herope-lyon.fr/gd/HEROPE.htm>

Nous rencontrer

_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr

_Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com
2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.

_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.

_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes

_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).

_Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org

_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org.

_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.

_Une « Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org) Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.

_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences chaque samedi à partir de 15h.

_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

_Dans l'Yonne CNT-AIT : <http://gasycntait89.over-blog.com>

_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr

_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative : cnt.ait71@gmail.com

_Ailleurs nous contacter

FAISONS LEUR BOUFFER LEUR CHAPEAU !

S'ils ont fait défiler leurs troupes de base en bonnet rouge, eux, ils conservent soigneusement leurs chapeaux... pour la retraite !

Pseudo « Code de bonne conduite », « Haut comité tartempion » et autres balivernes ou pas*, les maxi-patrons se gavent avec la plus grande indécence. Les « retraites chapeau » qu'ils se réservent viennent coiffer, dans une sorte d'apothéose finale, les innombrables privilèges dans lequel ils se gobergent. On est loin du simple « complément de pension » venant s'ajouter modestement aux régimes obligatoires (retraite de la Sécurité sociale, de l'Agirc-Arrco que les patrons n'oublient pas de toucher, il n'y a pas de petit revenu) que nous présentait la direction de PSA, comme pour nous faire pleurer, dans la scandaleuse affaire Varin !

Les privilèges des grands patrons se négocient au sein des « Comités de rémunération ». Les administrateurs, soi-disant indépendants, qui y siègent sont tous issus du même petit monde. Ils se connaissent et se fréquentent sans vergogne. Etonnez-vous de la « générosité » dont ils font preuve entre eux ! Tout d'abord ils déterminent le salaire fixe. Mais, considéré comme beaucoup trop modeste (à peine 1 ou 2 millions d'euros en général)*2, ce salaire est agrémenté d'une part variable (jusqu'à une quinzaine de millions)*3. Le tout avec des paquets de stock-options (actions de l'entreprise cédées aux intéressés à un tarif largement préférentiel pour être revendues par la suite au prix fort - et donc avec des bénéfices considérables), des bonus (c'est-à-dire des primes diverses de montant variable mais toujours conséquents) et, au moment de partir, l'ouverture d'un « golden parachute » (prime de départ, généralement, un joli pactole). Sans oublier les véhicules de fonction, les gueuletons offerts et autres menus avantages qui facilitent tellement la vie...

Et, comme si tout ça ne suffisait pas, il y a les retraites chapeaux. Celle de Jean-Cyril Spinetta, pour donner un exemple, tourne, à vie, autour de 350 à 400 000 euros. H. Proglia (Véolia) encaisse 742 000 euros/an. Air France, pour donner un autre exemple, n'éprouve aucune difficulté à mettre chaque année 15 millions de côté (119 millions d'euros depuis 2005) pour offrir de jolis chapeaux à 37 de ces cadres dirigeants. Pendant ce temps, la compagnie impose une cure d'amaigrissement drastique à ces salariés, car si les caisses sont miraculeusement pleines pour les uns, elles sont vides pour les autres. Côté PSA,

Varin encaisse 1,3 millions de salaire par an. Il était prévu de lui octroyer 650 000 euros annuels de « complément de pension » lors de sa mise à la retraite. Le tollé sociétal l'a obligé à faire prudemment marche arrière. Mais ce n'est qu'un recul stratégique : « ...quand le moment sera venu [... il sera décidé] des conditions appropriées de [mon] départ à la retraite » a-t-il précisé. Pendant ce temps, les salaires des ouvriers de PSA resteront gelés (selon l'« Accord de compétitivité »), l'usine d'Aulnay sera définitivement démantelée et 11 000 travailleurs au moins, seront licenciés. Ils devront se contenter pour vivre de maigres allocations chômage... Quand elles tomberont au RSA, elles pourront toujours s'ache-

ter un chapeau d'occase pour faire la manche !

Face à ces scandales à répétition, l'indignation du gouvernement, députés et autres sénateurs de gauche n'est que de façade : ils font les gros yeux mais, eux qui sont si imaginatifs quand il s'agit de s'immiscer dans nos vies privées, de nous vider le portefeuille et de nous sanctionner pour des vétilles, manquent totalement d'imagination dès qu'il s'agit de réfréner aussi peu que ce soit la voracité patronale. Si on veut que les patrons finissent par bouffer leur chapeau, il va falloir qu'on s'y mette sérieusement !

_1.- La retraite-chapeau prévue pour Varin était, « légale et respectait le code de déontologie MEDEF-AFEP publié cet été », s'est vanté la direction de PSA. Bel exemple de « l'autorégulation vertueuse » que les patrons, le gouvernement et autres « moralisateurs du capitalisme » essayent de nous faire avaler. _2- Le malheureux Bernard Charlès, de Dassault Systèmes, n'a droit à ce titre qu'à un petit million d'euros par an. _3.- Soit, pour ce même Charlès Bernard : 13,9 millions d'euros/an, ce qui est tout de même plus confortable.

